



EDK | CDIP | CDPE | CDEP |

Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren

Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique

Conferenza delle diretrici e dei direttori cantonali della pubblica educazione

Conferenza da las directuras e dals directurs chantunals da l'educaziun publica

Décision de l'Assemblée plénière | 27 octobre 2023

Encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes; document de référence 2025–2028: adoption

Considérations du Secrétariat général

- 1 Le document de référence 2025–2028 est le troisième document de référence soumis à l'approbation de la CDIP depuis l'entrée en vigueur de la LFCo en 2017. Il a été établi à partir du document de référence 2021–2024. Sa structure a été adaptée pour une meilleure lisibilité.
- 2 Conformément à l'ordonnance sur la formation continue (art. 8 OFCo), le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) et la CDIP ont convenu, dans le document de référence qui couvrait les deux périodes 2017–2020 et 2021–2024, des objectifs stratégiques à développer en matière d'acquisition et de maintien des compétences de base chez les adultes ainsi que des principes régissant la distribution des subventions fédérales sur la base de conventions de prestations, puis des conventions programmes nécessaires à l'obtention des aides financières de la Confédération. 21 cantons ont signé individuellement une convention programme avec le SEFRI pour la période 2021–2024 et démontré ainsi leur engagement dans ce domaine.
- 3 Le document de référence fixe les règles de répartition de la contribution fédérale: d'une part, afin de garantir une offre de base indépendante de la taille du canton concerné, la Confédération verse une contribution de base, équivalent à 5 % de la contributions fédérale annuelle aux cantons, répartie à parts égales entre tous les cantons signataires d'une convention de programme; d'autre part, les 95 % restant de la contribution fédérale sont répartis entre les cantons porteurs d'un programme en fonction de la population résidente cantonale de 18 ans et plus et équivalent au maximum aux dépenses du canton pour un programme (50 % / 50 %).
- 4 Il confirme la possibilité donnée aux cantons de mettre en commun une partie de la subvention reçue pour des mesures intercantionales. Le document recommande que les cantons réservent jusqu'à 10% en faveur des mesures de ce type gérées par la CIFC. Actuellement trois mesures sont ainsi gérées au niveau intercantonal: la campagne *Simplement mieux*, le développent d'outils pour le triage et le conseil des personnes avec des déficits dans les compétences de base ainsi que le dialogue *Inclusion numérique*.
- 5 La plus grande nouveauté est la manière dont les objectifs nationaux ont été définis. Un groupe de travail Compétences de base (*Koordinationsgruppe Grundkompetenzen, KGGK*) composé de représentants de tous les partenaires de la formation continue (représentants des cantons, des organisations de la formation continue comme *Lire et écrire* et la FSEA, des OrTra) a été réuni par le SEFRI pour définir ces objectifs nationaux repris dans le document de référence, mais aussi dans les conventions avec les organisations de la formation continue.
- 6 L'adaptation du document de référence est le résultat d'un travail conduit par le SEFRI auquel les cantons ont participé, notamment par le biais du comité de la CIFC ainsi que, dans le cadre du groupe de travail ad hoc, par cinq représentants de la CIFC et de la Conférence suisse des offices de la formation professionnelle (CSFP).
- 7 La signature du document de référence 2025–2028 *Encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes* relève de la compétence de la CDIP et du SEFRI.



EDK | CDIP | CDPE | CDEP |

Décision de l'Assemblée plénière

Le document de référence 2025–2028 est adopté.

Neuchâtel, le 27 octobre 2023

Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique

Au nom de l'Assemblée plénière:

sig.

Susanne Hardmeier | Secrétaire générale

Annexes:

- Document de référence 2025–2028
- Documento programmatico 2025–2028

Notification:

- Membre de la conférence
- CIFC

La présente décision sera publiée sur le site web de la CDIP.

262.1-1.8.1 pu



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
**Secrétariat d'Etat à la formation,
à la recherche et à l'innovation SEFRI**



EDK | CDIP | CDPE | CDEP |
Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren
Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique
Conferenza delle diretrici e dei direttori cantonali della pubblica educazione
Conferenza da las directuras e das directurs chantunals da l'educaziun publica

Document de référence 2025–2028

Encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes (article 16 LFCo)

Version 19.09.2023

Table des matières

1.	Introduction	3
2.	Contexte	3
3.	Objectifs nationaux	3
4.	Financement	4
4.1.	Répartition de la subvention fédérale	4
4.2.	Contribution cantonale	5
4.3.	Part allant directement aux participants	5
4.4.	Transfert de fonds à la période suivante	5
5.	Programmes cantonaux	6
5.1.	Contenu des programmes cantonaux	6
5.2.	Processus de dépôt des programmes cantonaux	7
5.3.	Calendrier de dépôt des programmes cantonaux	8
6.	Rapports annuels	8
7.	Interfaces et collaborations	9
7.1.	« Simplement mieux !...au travail »	10
7.2.	Organisations de la formation continue	10
7.3.	Autres programmes et mesures financées par la Confédération	11
8.	Validité et signatures	11
8.1.	Durée de validité	11
8.2.	Signatures	11
9.	Annexes	12
9.1.	Glossaire	12
9.2.	Montant réservé par canton (selon message FRI état juin 2023)	13
9.3.	Définition des compétences de base et des groupes cibles	14
9.4.	Autre lois et acteurs de la promotion des compétences de base	17
9.5.	Aide-mémoire reporting	18
9.6.	Liens et documents utiles	22
9.7.	Formulaire de requête de convention	23
9.8.	Formulaire de dépôt de programme cantonal	25
9.9.	Formulaire pour le rapport annuel	28

1. Introduction

La loi fédérale du 20 juin 2014 sur la formation continue (LFCo)¹ prévoit que la Confédération s'engage conjointement avec les cantons pour que les adultes puissent acquérir les compétences de base qui leur manquent et les maintenir. Pour se faire, le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) peut verser des aides financières aux cantons (art. 16 LFCo). La Confédération et les cantons associent les organisations du monde du travail à leur démarche (art. 14 LFCo).

Le document de référence fixe la manière dont les dispositions de la section 5 de la LFCo et les dispositions correspondantes de l'ordonnance sur la formation continue (OFCo)², ainsi que les objectifs nationaux seront mis en œuvre dans le cadre des conventions-programmes entre le SEFRI et les cantons durant la période FRI 2025–2028. Il s'agit d'un document commun de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et du SEFRI.

2. Contexte

Les compétences de base des adultes sont les compétences qu'une personne doit posséder pour être en mesure de s'intégrer dans le monde du travail, de gérer sa vie au quotidien et de se former. L'article 13 LFCo définit les compétences de base comme suit :

¹ *Les compétences de base des adultes sont les conditions requises pour l'apprentissage tout au long de la vie et couvrent des connaissances et des aptitudes fondamentales dans les domaines ci-après:*

- a. *lecture, écriture et expression orale dans une langue nationale;*
- b. *mathématiques élémentaires;*
- c. *utilisation des technologies de l'information et de la communication.*

² *Les prestataires de cours visant l'acquisition et le maintien de compétences de base chez l'adulte veillent à ce que leurs offres soient axées sur la réalité pratique en tenant compte des thèmes sociaux, économiques et juridiques significatifs pour la vie quotidienne.*

Le domaine des compétences de base des adultes s'inscrit dans le domaine très large de la formation continue ou formation non formelle³. Il représente une petite partie de la formation continue, générale ou à des fins professionnelles, dans laquelle l'Etat intervient afin d'assurer l'accessibilité à la formation de toute personne en ayant besoin (art. 5 LFCo). Outre les modalités prévues au sein de la LFCo, d'autres lois fédérales prévoient un soutien financier pour la promotion des compétences de base. La coordination avec les programmes et mesures soutenues par d'autres offices fédéraux doit être assurée en vue d'éviter d'une part les doubles financements, et d'autre part de permettre l'accès de chacun à des mesures adaptées.

De plus amples informations sur les différentes lois fédérales et leurs responsabilités ainsi que sur le périmètre des compétences de base se trouvent en annexe (annexes 9.3 et 9.4).

3. Objectifs nationaux

Afin d'encadrer la mise en œuvre de la promotion des compétences de base des adultes, la Confédération et les cantons, en association avec les organisations du monde du travail, fixent des objectifs nationaux (art. 8 OFCo). Les objectifs nationaux 2025–2028 ont été rédigés au sein du groupe de coordination Compétences de base LFCo (KGGK) composé de représentants du SEFRI, de membres du comité de la Conférence suisse de la formation continue (CSFC), de représentants de la Communauté

¹ RS 419.1

² RS 419.11

³ La loi sur la formation continue définit la formation continue comme formation non formelle. Il s'agit d'une formation structurée, en dehors de la formation formelle (art. 3 LFCo), c'est-à-dire formation dispensée dans le cadre de cours organisés, avec des programmes d'apprentissage et une relation enseignant-apprenant définie, qui se déroule en dehors de la formation formelle.

d'intérêt Compétences de base et des partenaires sociaux. Ils s'inscrivent dans la continuité des objectifs nationaux fixés pour les deux périodes FRI précédentes.

Objectif global :

La Confédération et les cantons s'engagent conjointement avec les partenaires sociaux et les organisations actives dans le domaine de la formation continue en faveur de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes. Les compétences de base favorisent la participation des adultes à la vie sociale, culturelle et politique, leur accès à la formation et à la formation continue ainsi que leur employabilité.

Pour atteindre l'objectif global susmentionné, les acteurs ont défini la numérisation comme thème central pour les années 2025–2028 :

Thème central :

Tous les acteurs soutiennent la capacité des adultes à accéder à la numérisation afin de pouvoir utiliser des services et des technologies numériques clés dans leur travail et leur vie quotidienne.

Les quatre objectifs partiels suivants doivent être atteints au cours des années 2025 à 2028 :

Objectifs nationaux partiels :

Demande: améliorer l'accès et augmenter la participation des adultes aux offres de formation continue dans le domaine des compétences de base.

Offre: proposer une offre de formation continue de haute qualité et orientée vers les besoins et la pratique dans le domaine des compétences de base.

Coordination: assurer la coordination entre les acteurs actifs dans le domaine des compétences de base et entre les initiatives en la matière.

Monitorage: améliorer la base de données pour vérifier l'atteinte des objectifs partiels et comprendre où il y a des dysfonctionnements.

Chaque canton porte la responsabilité de poursuivre ces objectifs de manière adaptée à sa situation particulière. Pour ce faire, il est libre de collaborer avec d'autres cantons et/ou organisations.

4. Financement

La Confédération alloue des aides financières sur la base de conventions-programmes. Plusieurs cantons peuvent élaborer un programme commun d'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes (art. 9, al. 1 OFCo).

Pour des raisons d'efficacité, les contributions peuvent aussi être prévues dans une convention de prestations ou allouées par voie de décision (art. 11 OFCo). Dans ce cas, le canton dépose une demande argumentée.

Les moyens financiers alloués par la Confédération seront fixés dans le message FRI 2025–2028 et sont soumis chaque année aux décisions budgétaires du Parlement fédéral. Le message FRI étant rédigé en parallèle au présent document de référence, ce dernier fixe uniquement le mécanisme de répartition des fonds entre les cantons. Les montants réservés par canton (annexe 9.2) ont un caractère indicatif. Dès que l'arrêté fédéral sur le plafond des dépenses 2025–2028 sera disponible, le SEFRI communiquera aux cantons le montant total à disposition et ce que cela représente pour chaque canton selon le mécanisme de répartition arrêté. Il actualisera également l'annexe correspondante.

4.1. Répartition de la subvention fédérale

La contribution fédérale aux cantons qui déposent un programme cantonal est répartie entre les cantons selon la clé de répartition suivante :

- Afin de garantir une offre de base indépendante de la taille du canton, la Confédération verse une contribution de base équivalente à cinq pourcents de sa contribution annuelle aux cantons, à parts égales entre tous les cantons.

- Le reste de la contribution fédérale, soit 95% de la contribution fédérale, est répartie en fonction de la population résidente cantonale de 18 ans et plus (données les plus récentes de l'Office fédéral des statistiques OFS).

Si les cantons ne décident pas tous de déposer une demande de contribution fédérale, renoncent à une partie de la contribution fédérale ou si quelques cantons souhaitent conclure une convention-programme à un moment ultérieur de la période 2025–2028, les fonds ainsi libérés peuvent être répartis entre les autres cantons, dans la mesure où un besoin est justifié et la participation de ce canton selon l'article 13 OFCo est assurée.

Des financements pour des mesures intercantionales coordonnées par la CSFC peuvent être prévus dans les différents programmes cantonaux. Il est conseillé de réserver un montant équivalent à dix pourcents de la contribution fédérale pour de telles mesures⁴. Cette contribution peut inclure des ressources humaines.

4.2. Contribution cantonale

Le montant des contributions fédérales pour un canton équivaut, au plus, aux dépenses du canton pour un programme cantonal (art. 13 OFCo). Ceci vaut pour l'ensemble du programme cantonal et non pour chaque mesure individuelle. Cette disposition est communément appelée « règle des 50% ».

Coûts imputables :

- La contribution cantonale inclut les frais engagés par les communes lorsque celles-ci fournissent des prestations prévues dans le cadre du programme cantonal. Elle peut être calculée en tenant compte non seulement des contributions destinées à financer la participation des adultes à des mesures de formation mais aussi des coûts liés à l'encouragement de projets cantonaux (conception et mise sur pied de nouvelles offres, recherche de participants), aux activités de sensibilisation, d'information, de conseil, à l'accompagnement des personnes et aux tâches en matière de pilotage et de coordination.
- Les fonds de tiers (hors contributions communales) ne sont pas pris en considération.

Le service en charge de la mise en œuvre du programme cantonal veille à ce qu'aucun double subventionnement puisse avoir lieu avec d'autres programmes ou mesures de promotion des compétences de bases au bénéfice de subventions fédérales. De même, la part cantonale justifiée dans le cadre de la mise en œuvre du programme LFCo ne peut pas être justifiée comme part cantonale dans le cadre d'autres programmes ou mesures (co-)financées par d'autres offices fédéraux.

4.3. Part allant directement aux participants

Sur l'ensemble de la période 2025–2028, l'essentiel du montant fédéral doublé⁵ est utilisé pour financer la participation des adultes à des mesures de formation (p. ex. en réduisant le coût des cours ou en finançant des offres axées sur la demande). Si le canton est dans une phase de mise sur pied de ses offres, une exception peut être accordée.

4.4. Transfert de fonds à la période suivante

Un report de soldes de crédits de la période 2021–2024 au programme 2025–2028 n'est pas possible. Les montants non utilisés doivent être restitués (art. 13 OFCo). Si les objectifs de la convention-programme ne sont pas entièrement remplis, le canton ne perçoit que les contributions fédérales correspondant à la prestation fournie. Cela vaut pour l'ensemble du programme cantonal, y compris les mesures intercantionales.

La Confédération demande le remboursement des contributions fédérales dépassant les montants auxquels le canton a droit.

⁴ La participation des cantons aux mesures intercantionales de promotion de l'acquisition et du maintien des compétences de base des adultes est facultative. Les mesures se concentrent sur les domaines cibles des objectifs nationaux, à savoir demande, offre, coordination et monitoring, ainsi que la thématique de la numérisation (voir chapitre 3).

⁵ Le montant fédéral doublé recouvre les contributions de la Confédération et les contributions cantonales correspondantes (voir chapitre 4.2).

Afin de simplifier le remboursement d'un éventuel solde des montants versés pour les mesures intercantonales, une convention est établie entre le SEFRI et la CDIP. Cette convention traite uniquement des modalités de remboursement d'un éventuel solde en fin de période FRI. Elle a pour objectif de simplifier le processus en permettant à la CDIP de verser le solde non utilisé directement au SEFRI pour le compte de ses membres. Une référence à ce mécanisme sera également introduite dans les convention-programmes avec chaque canton.

5. Programmes cantonaux

Les objectifs nationaux (chapitre 3) sont mis en œuvre moyennant des programmes cantonaux de promotion de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes, aussi désignés programmes LFCo ou programmes CBA (**compétences de base des adultes**). Le SEFRI met à disposition un formulaire « Requête de convention-programme » permettant le dépôt d'un programme cantonal (voir annexe 9.7).

Lors de la conclusion des conventions-programmes, il est veillé à ce que la charge administrative pour le canton concerné soit supportable et que tous les cantons disposent de la marge de manœuvre nécessaire pour pouvoir adapter et modifier les mesures et objectifs de manière non bureaucratique durant la période de mise en œuvre de quatre ans.

Ce chapitre présente d'une part les informations minimales devant être contenues dans un programme cantonal, d'autre part le processus et le calendrier de dépôt des programmes cantonaux 2025–2028.

5.1. Contenu des programmes cantonaux

Sont présentées ici les informations qu'un programme cantonal doit contenir afin de pouvoir faire l'objet d'une convention-programme avec le SEFRI. La définition du contenu se fonde sur les bases légales et l'expérience acquise durant les précédentes périodes FRI. Ce chapitre fixe le cadre au sein duquel les cantons définissent leurs actions.

Un programme cantonal contient les points suivants :

I. Contexte et stratégie cantonaux

Introduction rappelant la situation spécifique du canton et ses réalisations durant les périodes FRI précédentes (point de départ). Il s'agit également d'évoquer les priorités de la stratégie cantonale pour la période 2025–2028.

II. Mesures

Description des mesures mises en place pour contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux (chapitre 3). Pour chaque objectif national, le programme cantonal devrait proposer au minimum une mesure.

Pour chaque mesure, il est indiqué sur quelles hypothèses et objectifs le budget est construit. Dans la mesure du possible, un indicateur est défini afin de permettre de vérifier les effets de la mesure.

Les coûts en ressources humaines pouvant être clairement rattachés à une mesure sont inclus dans le budget de la mesure. Les coûts en ressources humaines ne pouvant pas clairement être rattachés à une mesure peuvent être réunies dans une mesure consacrée au management et suivi du programme. Les mesures, indicateurs et budgets définis dans le programme peuvent être adaptés au cours de la période. Si nécessaire, le canton fait une proposition d'adaptation.

Le programme **prévoit le relevé des statistiques liées aux mesures de formation** devant être fournies dans le rapport annuel (chapitre 6).

Le programme cantonal d'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes fait partie intégrante de la convention-programme signée entre le canton et le SEFRI.

Les mesures intercantonales sont des projets nationaux coordonnés par la CSFC. Leur contenu est décidé par l'assemblée plénière de la CSFC. Lors du dépôt des programmes cantonaux, les cantons

précisent s'ils prévoient, sur le principe, contribuer ou non aux mesures intercantonales et pour quel montant. Cela doit permettre à la CSFC d'obtenir un ordre de grandeur du budget disponible pour l'ensemble des mesures intercantonales durant la période FRI. Une fois les mesures intercantonales concrètes connues, les cantons pourront toujours décider, sur une base annuelle, s'ils participent ou non.

Le formulaire pour l'élaboration d'un programme cantonal se trouve en annexe 9.8, et sur le site internet du SEFRI⁶.

5.2. Processus de dépôt des programmes cantonaux

Le processus suivant est mis en œuvre entre le dépôt du programme cantonal et la signature d'une convention-programme entre le canton et le SEFRI.

A

Elaboration et dépôt du programme cantonal auprès du SEFRI

Le canton élaboré un programme cantonal. Pour ce faire, il se base sur le présent document de référence ainsi que les expériences réalisées durant les périodes FRI précédentes. Le programme cantonal est élaboré à l'aide des formulaires mis à disposition par le SEFRI⁷. Il est possible de transmettre au SEFRI des documents supplémentaires.

B

Organisation d'un entretien

Sur la base du programme cantonal reçu, le SEFRI liste les principaux points qu'il souhaite discuter avec le canton et en informe ce dernier. Un entretien est fixé pour aborder ces points et les questions du canton.

C

Discussion du programme cantonal

Lors de cet entretien, le canton et le SEFRI discutent du programme cantonal, en particulier d'éventuels éléments insuffisamment clairs ou se trouvant à l'interface avec des programmes ou mesures financés par d'autres acteurs. Un procès-verbal de l'entretien est rédigé. Celui-ci consigne les changements sur lesquels le canton et le SEFRI se sont mis d'accord. Les deux partenaires valident le procès-verbal.

D

Adaptation du programme cantonal

Sur la base de l'entretien et de l'accord consigné dans le procès-verbal de celui-ci, le canton apporte, le cas échéant, les modifications souhaitées et dépose une version adaptée du programme.

⁶ www.sbf.admin.ch > Formation > Formation professionnelle et continue > Formation continue > Compétences de base des adultes > Promotion des compétences de base des adultes

⁷ www.sbf.admin.ch > Formation > Formation professionnelle et continue > Formation continue > Compétences de base des adultes > Promotion des compétences de base des adultes

E

Elaboration et signature d'une convention-programme

Le programme cantonal adapté est relu par le SEFRI. Si celui-ci estime que des changements ou précisions sont encore nécessaires, le processus reprend à l'étape C.

Dans le cas contraire, le SEFRI élabore la convention-programme qui est soumise au canton pour approbation. Le programme cantonal fait partie intégrante de la convention-programme.

5.3. Calendrier de dépôt des programmes cantonaux

Le tableau ci-dessous présente les principales étapes du processus de dépôt des programmes cantonaux et le délai jusqu'auquel les divers travaux doivent être réalisés. Des exceptions sont possibles en accord avec le SEFRI.

Délai	Contenu	Etape
Janv. – avril 2024	Dépôt d'une première version des programmes cantonaux	A
Fév. – juin 2024	Le SEFRI liste les points à discuter et organise les entretiens	B
Fév. – sept. 2024	Discussion des programmes cantonaux ⁸	C
Fév. 2025	Dépôt des programmes cantonaux définitifs	D
Dès fin janv. 2025	Signature des conventions-programmes	E

6. Rapports annuels

Les cantons rendent compte chaque année au SEFRI de l'utilisation des aides financières. Le compte rendu porte notamment sur les progrès dans la réalisation des objectifs du programme cantonal, établis sur la base des indicateurs convenus ou des prestations fournies (art. 14 OFCo).

Le SEFRI met à disposition un formulaire pour le rapport annuel (voir annexe 6 et sur le site internet du SEFRI⁹). Des documents supplémentaires peuvent être transmis par les cantons lorsque cela est pertinent.

Le rapport annuel est remis, dans la mesure du possible, **au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année sous revue** (31 mars 2026, 31 mars 2027, 31 mars 2028, 31 mars 2029). Si cela n'est pas possible, le canton convient, **avant le 31 mars**, d'un nouveau délai avec le SEFRI.

Le rapport annuel livre les informations suivantes :

- Etat de la mise en œuvre des différentes mesures (description) ;
- Statistiques liées aux mesures de formation (voir ci-dessous et annexe 9.5) ;
- Données financières (voir ci-dessous) ;
- Eventuels besoin de modification du contenu du programme.

L'[aide mémoire](#) reporting (annexe 9.5) consigne d'une part la définition et le mode de relevé des différents chiffres clés liés aux offres de formation en compétences de base. D'une autre part, il liste les chiffres clés selon deux variantes.

Les chiffres clés de la variante 1 sont relevés par tous les cantons ayant signé une convention-programme :

- a) Nombre d'offres et de répétitions par domaine de compétence de base ;
- b) Nombre de participants aux cours ;

⁸ A des fins de synergie et d'efficacité, une partie de l'entretien peut être consacrée aux questions liées aux rapports annuels 2023.

⁹ www.sbf.admin.ch > Formation > Formation professionnelle et continue > Formation continue > Compétences de base des adultes > Promotion des compétences de base des adultes

- c) Nombre de périodes-participants ;
- d) Nombre de femmes et d'hommes ;

Les chiffres clés de la variante 2 peuvent être relevés **en plus** de ceux de la variante 1 :

- e) Âge ;
- f) Langue maternelle ;
- g) Niveau de formation.

Données financières :

- Moyens financiers engagés par le canton et les communes (contribution cantonale, voir chapitre 4.2) ;
- Part des moyens financiers investis directement pour financer la participation des adultes à des mesures de formation (voir chapitre 4.3) ;
- Dépenses par mesure.

Partant des données issues des comptes rendus cantonaux, le SEFRI instaure un suivi (art. 19, al. 1, LFCo). Les analyses basées sur les données fournies dans le cadre des rapports annuels sont notamment présentées et discutées avec les représentants des cantons, par exemple lors de l'échange d'expériences. Les résultats du suivi peuvent servir de base pour l'élaboration du document de référence pour la prochaine période. Le SEFRI entretient un échange régulier de bonnes pratiques parmi les cantons (art. 19, al. 2, LFCo).

7. Interfaces et collaborations

Ce chapitre présente des programmes et mesures traitant également de la promotion des compétences de base et avec lesquels il est essentiel de trouver des synergies afin d'assurer une complémentarité.

La coordination entre les acteurs actifs dans les compétences de base et leurs différents programmes et mesures, doit permettre d'offrir le meilleur soutien possible aux personnes concernées. Les cantons accordent une importance particulière à la coordination entre les mesures des différents acteurs cantonaux dans le domaine des compétences de base. Ils assurent en outre l'absence de double financement et d'effet de substitution lors de l'encouragement par le biais des lois spéciales, ainsi que de substitution des fonds fédéraux aux fonds cantonaux.

La Confédération et les cantons assurent la coordination interinstitutionnelle pour un système cohérent d'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes. Ils recherchent un dispositif homogène dans sa mise en œuvre . Le SEFRI assure la coordination et la collaboration interinstitutionnelle à l'échelle nationale avec les offices fédéraux concernés (art. 15, al. 2 LFCo). Il s'engage à la coordination avec les lois spéciales dans le domaine de l'encouragement des compétences de bases des adultes (art. 8, al. 1, OFCo).

La collaboration interinstitutionnelle formalisée existe au niveau national et cantonal. La CII s'occupe de la collaboration entre plusieurs institutions relevant des domaines de l'assurance-chômage, de l'intégration des étrangers, de la formation professionnelle, de l'assurance-invalidité et/ou de l'aide-sociale. Elle vise à améliorer les chances d'intégration des personnes sur le marché du travail et à coordonner les différents systèmes de manière optimale.¹⁰ Les offices fédéraux en charge des lois fédérales citées dans le tableau en annexe 9.4 sont tous représentés dans le comité de pilotage de la CII nationale.

A l'échelon cantonal, une collaboration interinstitutionnelle devrait également avoir lieu entre pendants cantonaux des partenaires CII nationaux, mais également avec les prestataires de formation ainsi que les représentants des partenaires sociaux. Elle s'accompagne d'échanges et éventuellement d'une collaboration avec d'autres cantons. Chaque canton possède un coordinateur ou une coordinatrice CII. La composition de la CII varie d'un canton à l'autre. Cependant, la coordination au sein du canton et avec

¹⁰ www.iiz.ch/fr/a-propos-de-nous, consulté le 15.12.2022.

les autres cantons dans le cadre de la LFCo est du ressort d'un service désigné par le canton (art. 9, al. 2, OFCo). Le cas échéant, elle peut avoir lieu en-dehors de la CII formelle. Des groupes de travail, permanents ou ad hoc, réunissant des représentants de différents services (par analogie avec les partenaires de la CII nationale) constituent également une forme de CII¹¹.

7.1. « Simplement mieux !...au travail »

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le SEFRI dispose d'un programme de promotion des compétences de base sur le lieu de travail qui permet de soutenir financièrement de brèves formations sur la base de la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr)¹² (art. 32, al. 2, let. a, en relation avec l'art. 55, al. 1, let. g.). Afin d'assurer la coordination avec les programmes cantonaux LFCo, les cantons peuvent choisir entre deux processus de mise en œuvre.

Processus SEFRI	Les demandes de soutien et les reporting sont déposés auprès du SEFRI qui les évalue et rédige une décision. Le canton dans lequel se trouve l'entreprise demandeuse est informé par le SEFRI au minimum deux fois par année sur les demandes ayant été déposées de la part d'entreprises domiciliées sur son territoire.
Portail cantonal	<p>Le canton dispose de son propre portail d'entrée auprès duquel les demandes et reporting sont déposés. Le canton est interlocuteur unique pour les demandeurs. Il vérifie les demandes selon les directives fédérales d'une part et cantonales d'autre part. Le canton rédige la décision. Au moins une fois par année, il adresse au SEFRI une liste des demandes soutenues sur la base des critères fédéraux, ainsi que les reporting des mesures soutenues. Le SEFRI rédige une décision et rétrocède les subventions versées.</p> <p>Plusieurs cantons peuvent se réunir pour créer un portail d'entrée commun. La coordination et le fonctionnement du portail peuvent faire l'objet d'une mesure au sein des programmes cantonaux.</p>

Les demandes qui concernent plusieurs cantons sont traitées par le SEFRI selon le « processus SEFRI » (sauf si elles concernent uniquement des cantons réunis au sein d'un portail commun).

Un canton peut décider de changer de processus au 1^{er} janvier de chaque année. Pour ce faire, il informe le SEFRI en temps opportun.

7.2. Organisations de la formation continue

En vertu de l'article 12 de la loi sur la formation continue (LFCo), la Confédération peut accorder des aides financières aux organisations actives dans le domaine de la formation continue. Des aides financières peuvent être octroyées pour les prestations suivantes (art. 2 OFCo) :

- information du public sur des thèmes liés à la formation continue, en particulier des actions de sensibilisation à la formation tout au long de la vie;
- prestations de coordination destinées à consolider le système de formation continue, notamment sous la forme de réseaux;
- mesures d'intérêt essentiellement public destinées à promouvoir l'assurance et le développement de la qualité ainsi que le développement général de la formation continue.

Une partie de ces organisations sont actives dans le domaine des CBA. Elles proposent certaines prestations dont peuvent profiter les cantons (ex. sensibilisation des professionnels en contact avec le

¹¹ Dans le contexte des compétences de base, il convient d'impliquer, outre les services de formation continue, notamment les domaines cantonaux de l'intégration / migration, de la formation professionnelle, de l'assurance-chômage (ORP, respectivement services LMMT) ainsi que l'aide sociale.

¹² RS 412.10

groupe cible, accompagnement de groupes d'ambassadeurs, mesures de sensibilisation à la formation continue, etc.).

7.3. Autres programmes et mesures financées par la Confédération

Les programmes cantonaux LFCo doivent être coordonnés avec les autres programmes et mesures existants, principalement ceux (co-)financés au niveau de la Confédération. Une coordination particulière est nécessaire avec les programmes d'intégration cantonaux (PIC) aux sens de l'article 58, alinéa 3 de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI)¹³ (art. 9, al. 3 OFCo).

Une importance particulière doit également être accordée à la coordination avec le programme fédéral de préapprentissage d'intégration (PAI) ainsi que les offres de transition et de préparation à la formation professionnelle initiale¹⁴. En outre, des synergies devraient être cherchées entre autres avec viamia.

8. Validité et signatures

8.1. Durée de validité

Le présent document de référence est valable pour la période FRI allant du 1^{er} janvier 2025 et est valable jusqu'au 31 décembre 2028.

Pour la période suivante, un document de référence sera rédigé et signé au plus tard au 1^{er} janvier 2028.

8.2. Signatures

Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)

Lieu, date

Susanne Hardmeier
Secrétaire générale

Signature

Secrétariat d'Etat à la formation,
à la recherche et à l'innovation SEFRI

Lieu, date

Rémy Hübschi
Directeur suppléant
Chef de la division Formation professionnelle et
continue

Signature

¹³ RS 142.2

¹⁴ On entend par là les offres de cours qui préparent de manière ciblée à la procédure de qualification dans une profession.

9. Annexes

9.1. Glossaire

CBA	Compétences de base des adultes
CDIP	Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique
CECR	Cadre européen de référence pour les langues
ChF	Chancellerie fédérale
CPA	Formation professionnelle initiale pour adultes
CSFC	Conférence suisse de la formation continue
KGGK	Groupe de coordination Compétences de base LFCo
LACI	La loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité
LAI	Loi fédérale sur l'assurance-invalidité
LEI	Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration
LFCo	Loi fédérale sur la formation continue
LFPr	Loi fédérale sur la formation professionnelle
OFAS	Office fédéral des assurances sociales
OFCo	Ordonnance sur la formation continue
OFS	Office fédéral de la statistique
PAI	Préapprentissage d'intégration
PIC	Programmes cantonaux d'intégration
Période	Période d'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation
FRI	
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SEFRI	Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
SEM	Secrétariat d'Etat aux migrations
TIC	Technologies de l'information et de la communication

9.2. Montant réservé par canton (selon message FRI état juin 2023)

Contribution annuelle fédérale, y compris contribution de base. La contribution de base s'élève à CHF 113'654 (2025: 27'115; 2026: 28'077; 2027: 28'846; 2028: 29'615). Montants sous réserve de l'adoption par le Parlement du message FRI 2025 – 2028 et du budget annuel respectif.

Remarques :

Des divergences par rapport aux chiffres contenus dans le message FRI peuvent apparaître en raison d'arrondis. La population résidente permanente âgée de 18 ans et plus selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique OFS 2021.

Canton	Population résidente permanente	Parts cantonales de la population (%)	Contributions 2025	Contributions 2026	Contributions 2027	Contributions 2028	Total 2025–2028
Appenzell Rh. Ext.	45'271	0.63%	111'736	115'698	118'868	122'038	468'340
Appenzell Rh. Int.	13'293	0.19%	51'963	53'805	55'279	56'754	217'801
Argovie	573'570	8.00%	1'099'232	1'138'212	1'169'396	1'200'580	4'607'421
Bâle-Campagne	242'021	3.38%	479'501	496'505	510'107	523'710	2'009'823
Bâle-Ville	164'712	2.30%	334'995	346'874	356'378	365'881	1'404'128
Berne	866'583	12.09%	1'646'932	1'705'334	1'752'056	1'798'777	6'903'099
Fribourg	264'718	3.69%	521'926	540'434	555'241	570'047	2'187'648
Genève	412'784	5.76%	798'691	827'014	849'671	872'329	3'347'706
Glaris	34'077	0.48%	90'812	94'032	96'609	99'185	380'638
Grisons	169'790	2.37%	344'487	356'703	366'475	376'248	1'443'913
Jura	60'267	0.84%	139'766	144'723	148'688	152'653	585'830
Lucerne	343'182	4.79%	668'591	692'300	711'267	730'234	2'802'393
Neuchâtel	143'764	2.01%	295'839	306'330	314'722	323'115	1'240'006
Nidwald	36'833	0.51%	95'964	99'367	102'089	104'811	402'231
Obwald	31'534	0.44%	86'059	89'110	91'552	93'993	360'714
St. Gall	423'676	5.91%	819'050	848'095	871'330	894'566	3'433'041
Schaffhouse	69'722	0.97%	157'440	163'023	167'489	171'955	659'907
Schwyz	135'324	1.89%	280'063	289'994	297'939	305'884	1'173'881
Soleure	231'832	3.24%	460'456	476'784	489'847	502'909	1'929'995
Tessin	296'794	4.14%	581'883	602'517	619'024	635'531	2'438'955
Thurgovie	233'398	3.26%	463'383	479'815	492'961	506'106	1'942'264
Uri	30'434	0.42%	84'003	86'981	89'364	91'748	352'096
Valais	291'853	4.07%	572'647	592'954	609'199	625'444	2'400'244
Vaud	662'693	9.25%	1'265'821	1'310'708	1'346'618	1'382'528	5'305'675
Zoug	106'018	1.48%	225'284	233'273	239'664	246'055	944'276
Zurich	1'282'025	17.89%	2'423'476	2'509'415	2'578'166	2'646'917	10'157'975
Total	7'166'168	100%	14'102'025	14'602'026	15'002'027	15'402'028	59'100'000

9.3. Définition des compétences de base et des groupes cibles

Dans le but d'aider les différents acteurs à définir et délimiter les compétences de base, il a été décidé d'élaborer des cadres d'orientation. Ils doivent être compris comme une vue d'ensemble des compétences de base. A ce titre, les cadres d'orientation n'ont pas pour vocation de servir de base au développement d'un cours ou de devenir un instrument de qualification. Il convient également de noter que, dans la pratique, les cours et l'enseignement peuvent être organisés en fonction des besoins des participants. Par exemple, dans un cours de langue, les TIC ou d'autres compétences de base peuvent être abordées et intégrées en fonction des besoins et de la vie quotidienne.

[Cadre d'orientation compétences de base en mathématiques pour adultes](#)

[Cadre d'orientation compétences de base en technologies de l'information et de la communication \(TIC\)](#)

[Cadre d'orientation compétences de base dans le domaine de la langue](#)

La capacité à apprendre est un prérequis à l'acquisition de toute compétence. C'est pourquoi, elle fait partie intégrante des offres visant l'acquisition et le maintien des compétences de base des adultes.

La promotion de l'acquisition et du maintien des compétences de base des adultes au sens de la LFCo est subsidiaire à l'encouragement s'appuyant sur d'autres lois spéciales (art. 16, al. 1). En particulier, les mesures d'encouragement LFCo ne relèvent pas de la notion de « structure ordinaire » au sens de l'art. 54 LEI¹⁵. Il s'agit donc, entre autres, de combler les lacunes qui subsistent en matière d'acquisition et de maintien des compétences de base des adultes.

Ci-après sont listées quelques questions fréquentes concernant la délimitation des compétences de base ainsi que les réponses du point de vue de la situation actuelle.

Question	Réponse
Les personnes issues du domaine de l'asile peuvent-elle être soutenues financièrement par la LFCo ?	L'acquisition des compétences de base pour les personnes issues de l'asile (personnes admises à titre provisoire, réfugiés reconnus et personnes à protéger titulaires d'une autorisation de séjour) est basée, pour la phase de première intégration, sur l'article 58, alinéa 2 de la LEI et financée par les forfaits d'intégration. Selon les décisions relatives à l'Agenda Intégration Suisse (IAS), la compétence de la promotion de l'intégration s'étend jusqu'au niveau de langue A2 ¹⁶ . Le financement par l'IAS n'est donc pas prévu au-delà de ce niveau. Dans la pratique, des solutions d'offres communes et adaptées aux besoins sont toutefois saluées. Le canton veille à une délimitation comptable appropriée et la justifie.
Les migrantes et migrants en dehors du domaine de l'asile peuvent-ils être soutenus financièrement par la LFCo ?	Il est recommandé de planifier les programmes dans ce domaine dans une perspective globale coordonnée au niveau cantonal et d'organiser les offres en fonction des besoins et du niveau de compétence, ainsi que d'assurer la perméabilité. Le canton veille à une délimitation comptable appropriée et la justifie. Les mesures au sens de la LFCo sont complémentaires aux mesures des autres lois spéciales (art. 16, al. 1 LFCo). Dans le cas de personnes migrantes, la LFCo peut intervenir en complément aux mesures prises dans le cadre de l'article 58, alinéa 3. La situation

¹⁵ Epiney, Astrid; Hunziker, Evamaria (2022): Zur Umsetzung des Weiterbildungsgesetzes - ausgewählte Fragen. Avis de droit sur mandat du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SBFI), Fribourg.

¹⁶ Voir Rapport du groupe de coordination IAS du 1^{er} mars 2018, Annexe 5, <https://www.sem.admin.ch/dam/sem/fr/data/integration/agenda/ber-koordinationsgruppe-integrationsagenda-f.pdf.download.pdf/ber-koordinationsgruppe-integrationsagenda-f.pdf>

Des jeunes et jeunes adultes peuvent-ils profiter des offres financées par la LFCo ?	au sein du canton et les bases légales cantonales doivent être prises en compte.
Jusqu'à quel niveau de langue peut-on considérer qu'il s'agit de compétences de base ?	Les contributions fédérales selon la LFCo s'adressent aux adultes. Les offres de formations doivent donc s'adresser aux personnes de 18 ans ou plus. Des exceptions sont possibles par exemple si une personne mineure veut rejoindre un cours pour adultes. Des mesures d'encadrement individuel spécialisé et destiné aux personnes engagées dans une formation professionnelle initiale de deux ans ainsi que les mesures préparant à la formation professionnelle initiale sont financées sur la base de la LFPr (art. 12 LFPr et art. 7 OFPr). Les offres pour adultes axées sur l'acquisition des compétences de base en vue d'un cours préparant à une certification professionnelle initiale peuvent être financées par la LFCo.
L'acquisition de quelles langues peut-elle être soutenue via la LFCo ?	Les compétences linguistiques sont considérées comme des compétences de base jusqu'au niveau B1 du Cadre européen commun de référence (CECR). Le niveau B2 peut être soutenu si le canton le juge nécessaire, par exemple pour accéder à une formation professionnelle initiale. En principe, pour la période FRI 2025–2028, les cantons décident du champ d'application des niveaux pour l'encouragement des compétences de base.
La formation en CBA de personnes âgées est-elle possible ?	Les cours visant l'acquisition d'une langue nationale doivent proposer l'acquisition de la langue locale (une première langue locale dans les cantons bilingues). Les offres en mathématiques et TIC ont lieu dans la langue locale. En Suisse alémanique, la langue apprise est le bon allemand. Le suisse-allemand n'est pas considéré comme langue locale à proprement parler. Des éléments permettant de se familiariser avec le dialecte peuvent être introduits dans les cours d'allemand.
Les personnes au chômage ou menacées de chômage imminent peuvent-elles participer aux offres LFCo ?	La promotion des CBA sur la base de la LFCo s'adresse aux adultes. Tout adulte (18 ans et plus) vivant en Suisse peut être soutenu via les financements de la LFCo. Il n'y a pas de limite d'âge vers le haut. Les financements via la LFCo sont subsidiaires aux financements prévus par d'autres lois spéciales (voir chapitre 7).
Des personnes frappées d'invalidité peuvent-elle être soutenues via la LFCo ?	La loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI) ¹⁷ propose des mesures relatives au marché du travail à ses assurés et aux personnes menacées de chômage imminent (art. 59, al. 1 LACI). Ce champ d'application concerne notamment les personnes sans emploi ou partiellement sans emploi (conditions art. 8 LACI). La LFCo est subsidiaire.
	La loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) ¹⁸ a notamment l'objectif, de prévenir, réduire ou éliminer l'invalidité grâce à des mesures de réadaptation appropriées, simples et adéquates. Ceci couvre entre autres les perfectionnements dans le domaine professionnel (art. 16, al. 3, let. b LAI) et les cours de formation dans

¹⁷ RS 837.0

¹⁸ RS 831.20

le cadre de l'intervention précoce permettant la réadaptation de la personne assurée à un nouveau poste au sein de la même entreprise ou ailleurs (art. 7d, al. 1, let. c LAI). La LFCo est subsidiaire.

Les personnes bénéficiaires de l'aide sociale peuvent-elles participer aux mesures LFCo ?

L'acquisition et le maintien des compétences de base pour les bénéficiaires de l'aide sociale ne sont pas réglés par une loi fédérale. Les bénéficiaires de l'aide sociale peuvent prendre part à des mesures financées par l'intermédiaire de la LFCo, en tenant compte des lois et pratiques cantonales en vigueur. L'orientation de carrière ou la couverture des besoins fondamentaux durant la formation continue sont financées par les services compétents. La LFCo est subsidiaire.

L'acquisition des compétences de base est un prérequis, entre autres, à l'apprentissage tout au long de la vie, soit à la formation continue (art. 13 LFCo). C'est pourquoi, il est essentiel que l'offre en CBA permette autant que possible une transition vers d'autres offres de formation continue, notamment la formation professionnelle initiale pour adultes (CPA).

9.4. Autre lois et acteurs de la promotion des compétences de base

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des lois fédérales qui permettent de soutenir financièrement les compétences de base des adultes. Pour chaque loi, la mesure et le groupe cible sont énoncés.

Encouragement des compétences de base des adultes conformément aux lois fédérales¹⁹

<i>Loi fédérale</i>	<i>Thématisques et mesures abordées</i>	<i>Groupe cible</i>
Loi fédérale sur la formation continue (LFCo) et ordonnance afférente (OFCo)	Compétences de base des adultes	Tous les adultes
Loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr) et ordonnance afférente (OFPr)	Encadrement individuel spécialisé destiné aux personnes engagées dans une formation professionnelle initiale de deux ans	Personnes engagées dans une formation professionnelle initiale de deux ans
	Préparation à la formation professionnelle initiale	Personnes qui, arrivées à la fin de la scolarité obligatoire, accusent un déficit de formation
	Programme de promotion « Simplement mieux !... au travail »	Employés (peu qualifiés)
Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) et ordonnance afférente (OIE)	Programmes d'intégration cantonaux (PIC)	Personnes admises à titre provisoire et réfugiés reconnus (première intégration)
	Préapprentissage d'intégration (PAI)	Personnes admises à titre provisoire et réfugiés reconnus au bénéfice d'une expérience et/ou d'une formation professionnelle dans leur pays d'origine et adolescents et jeunes adultes originaires de l'EU/l'AELE ou de pays tiers arrivés tardivement en Suisse sans diplôme du degré secondaire II
Loi sur l'assurance-chômage (LACI) et ordonnance afférente (OACI)	Mesures concernant le marché du travail (MMT)	Personnes au chômage ou menacées de chômage
Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) et règlement afférent (RAI)	Mesures d'intervention précoce (art. 7d, LAI) Mesures d'ordre professionnel (art. 8, al. 3, let. B, LAI)	Personnes assurées qui, pour cause de handicap, peuvent prétendre à des cours ou à des mesures de formation ou de reclassement.

Dans le cadre d'un projet²⁰ de la collaboration interinstitutionnelle (CII) nationale, les interfaces entre les différentes lois fédérales et responsables de leur mise en œuvre ont été observées. Des travaux sont en cours pour clarifier les interfaces auxquelles la répartition des responsabilités n'est pas claire (chevauchements ou manques). L'état des travaux peut être consulté sur le site internet de la CII nationale (www.iiz.ch).

¹⁹ Source: Feller, Ruth; Schwegler, Charlotte; Büchel, Karin; Bourdin, Clément (2022): IIZ-Projekt: «Förderung der Grundkompetenzen – Schnittstellen und Qualität». Bericht zuhanden der Co-Projektleitung des Staatssekretariats für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) und des Staatssekretariats für Migration (SEM), Luzern/Lausanne. S. 20

²⁰ « Promotion des compétences de base : interfaces et qualité »

9.5. Aide-mémoire reporting

Aide-mémoire reporting article 16 LFCo

Situation de départ et objectif

Selon le [document de référence 2021–2024](#) (chapitre 9) et le document de référence 2025–2028 (chapitre 5), les cantons doivent relever et rapporter annuellement des données et chiffres clés concernant leurs offres dans le domaine des compétences de base²¹. La récolte des données financières ne présente aucune difficulté. Toutefois, la situation est différente pour les données relatives aux cours et aux participants.

Les chiffres clés actuellement relevés ne sont pas comparables, car ils ne sont pas toujours relevés de la même manière par tous les cantons, et ils ne sont pas adaptés à toutes les formes d'offre, etc. Les questions posées au niveau politique (Confédération/Parlement), ainsi que la volonté de certains cantons de pouvoir se comparer, ne trouvent réponse, sur la base des chiffres actuellement disponibles, que dans une mesure limitée.

Les chiffres clés sont principalement collectés pour montrer quelles offres sont soutenues par les ressources financières de la LFCo.

Pour cela, il faut :

Une définition commune des chiffres clés relevés

Une périodicité commune pour le relevé

Conditions cadres

Périodicité du relevé

Etant donné que les aides financières sont liées à l'année civile, le relevé porte sur la période allant **du 1^{er} janvier au 31 décembre**.

Les cours qui ne sont pas terminés au 31 décembre sont saisis dans le reporting avec le nombre d'heures données jusque-là.

Variantes pour le relevé des chiffres clés

Pour le relevé des chiffres clés, il faut choisir entre deux variantes.

Variante 1

La **variante 1** concerne les chiffres clés dont la collecte est **nécessaire de la part de tous les cantons**.

Nombre d'offres et de répétitions par domaine de compétence de base

Nombre de participants aux cours

Nombre de périodes-participants

Nombre de femmes et d'hommes

Variante 2

La **variante 2** contient les chiffres clés de la variante 1 plus trois chiffres clés supplémentaires. Afin d'assurer la comparaison et la pertinence, **tous** les chiffres clés de la variante 2 doivent être fournis au SEFRI. Dans le cas contraire, le choix se porte sur la variante 1.

Âge

Langue maternelle

²¹ Nombre d'offres dans les différents domaines des compétences de base; Nombre de participants; Nombre d'heures; Nombre d'heures-participants; Age moyen des participants; Part de femmes (en %); Moyens financier engagés par le canton et les communes; Moyens financiers issus du versement fédéral LFCo; Part des moyens financiers investie directement pour financer la participation des adultes à des mesures de formation.

Niveau de formation

Remarques et précisions

En principe, des chiffres clés précis doivent être collectés. Si les cantons ne sont pas en mesure de collecter précisément certains chiffres clés de la variante 1 ou de la variante 2, des estimations peuvent être faites. Toutefois, cela doit être explicitement mentionné dans le rapport. L'objectif est que les estimations diminuent au fil du temps.

Chiffres clés de la variante 1

Les chiffres clés doivent être relevés sur la base des définitions suivantes :

Nombre d'offres par domaine de compétences de base

Les offres sont structurées selon les domaines de compétences de base de la loi (lecture et écriture²², acquisition de la langue²³, mathématiques, TIC) et « mixte ». Les offres qui concernent différents domaines mais qui ont un accent particulier dans un domaine, doivent être attribuées à ce domaine.

Les données suivantes sont à relever par domaine :

Nombre d'offres : Toute offre pédagogique dans le domaine des compétences de base, dont la durée peut être mesurée. Une offre est suivie par plusieurs personnes en même temps.

Outre les offres "classiques", les espaces d'apprentissage et les cours en entreprise sont également relevés :

Nombre d'espaces d'apprentissage : Lieux bas-seuil pour lesquels les participants ne doivent en principe pas s'inscrire. Pour les participants, il n'y a pas une durée de cours fixe. Par exemple : Lernstuben, Lernzentren.

Nombre d'offres dans les espaces d'apprentissage : S'il y a plusieurs offres différentes dans un même espace d'apprentissage, leur nombre doit être indiqué. Dans le cas contraire, le nombre d'offres correspond au nombre d'espaces d'apprentissage.

En raison du format spécifique des espaces d'apprentissage, tous les chiffres clés ne peuvent pas être relevés. Les divergences par rapport aux chiffres clés standards sont décrites en italique dans cet aide-mémoire.

Nombre de cours en entreprise : Ces offres se déroulent sous la responsabilité de l'entreprise et ne sont accessibles qu'aux employés de cette entreprise, de manière analogue aux offres financées par le SEFRI par le biais du programme "Simplement mieux ! ...au travail".

Nombre de répétitions : Nombre de répétitions (classes) d'une même offre. Par exemple : l'offre « Applications sur le smartphone » dure 10 heures et a été répétée 3 fois durant l'année. Cela consiste en 1 offre et 3 répétitions. Si l'offre a lieu à chaque fois avec 2 classes en parallèle, ce sont 1 offre et 6 répétitions. Si l'offre « Applica-

²² Offre s'adressant à des personnes maîtrisant la langue locale, ayant appris à lire et à écrire, mais qui ont des lacunes dans ce domaine.

²³ Offre concernant l'acquisition (orale et/ou écrite) de la langue locale par des personnes dont ce n'est pas la langue maternelle.

tions sur le smartphone » est donnée par le même prestataire dans 2 lieux différents, il s'agit de 1 offre répétée 2 fois. Si les offres portent le même titre mais sont données par 2 prestataires différents, il s'agit de 2 offres.

Pour les espaces d'apprentissage, on relève le nombre annuel d'heures d'ouverture (par ex. 50 semaines à 2h = 100h).

Nombre de participants aux cours

Participant(e) : Toute personne qui suit un cours, indépendamment de son temps de présence. Calcul : nombre d'inscriptions moins les personnes qui ne participent jamais (no shows).

Pour les espaces d'apprentissage, on relève le nombre de participations : Nombre de personnes fréquentant l'espace d'apprentissage par jour d'ouverture. C'est-à-dire, addition du nombre de participants par jour d'ouverture (nombre de participations).

Nombre de périodes-participants²⁴

Une leçon dure 50 minutes. Pour simplifier, une leçon peut être considérée comme une heure de formation²⁵ (pause comprise). Cela signifie que les leçons ne doivent pas être transformées afin de comporter 50 minutes.

Calcul: La somme des leçons présentes multipliée par le nombre de participants.

Pour les espaces d'apprentissage, le nombre de périodes-participants n'est pas relevé.

Nombre de femmes et d'hommes

Le nombre de femmes et d'hommes est à indiquer.

Chiffres clés pour de la variante 2

Si la variante 2 est choisie, les chiffres clés supplémentaires suivants doivent être collectés par domaine :

Âge

Les participants doivent être répartis dans les catégories d'âge²⁶ suivantes :

18 à 24 ans 25 à 34 ans 35 à 44 ans 45 à 54 ans 55 à 64 ans 65 ans et plus

Langue maternelle

Langue locale en tant que langue maternelle : La personne a le français, respectivement l'allemand ou l'italien comme langue maternelle ou a suivi l'école obligatoire dans cette langue.

De langue étrangère : La personne a migré dans une région francophone, respectivement germanophone ou italophone après l'école obligatoire (respectivement l'âge correspondant).

Il n'y a pas de test à faire passer, c'est une question d'auto-déclaration de la part des participants au cours.

Niveau de formation

Sans diplôme :

La personne ne possède aucun diplôme des niveaux secondaire II ou tertiaire (CFC ; AFP, maturité). Elle a, au mieux, terminé l'école obligatoire.

²⁴ Directive EduQua, https://alice.ch/fileadmin/Dokumente/Qualitaet/eduQua/fr/Calcul_des_périodes-participants.pdf

²⁵ Définition heure de formation (selon la conférence suisse des écoles supérieures) 1 heure de formation = 1 heure de cours présentiel (leçon) avec pause = 1 heure d'autoformation avec pause.

²⁶ Orientation aux cohortes de l'étude PIAAC.

Avec diplôme du sec. II :	La personne possède au plus un diplôme du secondaire II. Les diplômes acquis à l'étranger sont pris en compte.
Avec diplôme tertiaire :	La personne possède un diplôme du tertiaire. Les diplômes acquis à l'étranger sont pris en compte.

Implémentation

La majorité des chiffres clés de la variante 1 étaient déjà exigés jusqu'ici. C'est pourquoi une implémentation, respectivement une correction des données relevées, peut être mise en œuvre rapidement.

Dès le reporting 2022, les chiffres clés de la variante 1 sont à relever selon leur définition ci-dessus.

Les cantons qui choisissent la variante 2 peuvent décider eux-mêmes de la date à laquelle ils souhaitent la mettre en œuvre.

Au cours d'une même période FRI, il est possible de passer de la variante 1 à la variante 2 et vice versa.

9.6. Liens et documents utiles

Par ordre alphabétique

[Aide-mémoire reporting](#)

[Avis de droit](#) : Mise en œuvre de la loi sur la formation continue - questions choisies

[Collaboration interinstitutionnelle nationale CII](#)

[Conférence suisse de la formation continue](#) (CSFC)

[Loi fédérale sur la formation continue](#) LFCo (RS 419.1)

[Loi fédérale sur la formation professionnelle](#) LFPr (RS 412.1)

[Loi fédérale sur les aides financières et les indemnités](#) LSu (RS 616.1)

[Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration](#) LEI (RS 142.2)

[Ordonnance fédérale sur la formation continue](#) OFCo (RS 419.11)

[Organisations actives dans le domaine de la formation continue](#)

[Page du SEFRI sur la promotion des compétences de base des adultes](#)

[Politique du SEFRI en matière de formation continue](#)

[Préapprentissage d'intégration PAI](#)

Programme [« Simplement mieux !...au travail »](#)

[Projet de la CII nationale](#) « Promotion des compétences de base : interfaces et qualité »

[Rapports cantonaux 2021](#)

[Rapports cantonaux 2022](#)

[Recherche sur la formation continue](#)

[« Simplement mieux ! » \(personnes privées\)](#)

[« Simplement mieux !...au travail »](#)

9.7. Formulaire de requête de convention

Requête de conclusion d'une convention-programme

Programme cantonal d'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes pour la période 2025–2028

Canton(s) ²⁷	
Service compétent	
Rue / case postale	
NPA Lieu	
Personne de contact Nom Prénom Fonction Courriel Téléphone	
Personne signataire de la convention Nom Prénom Service Fonction	
Personne signataire de la convention (en cas de signature à deux) Nom Prénom Service Fonction	

Objet

En signant la présente requête, le canton demande que soit établie une convention-programme dans le domaine de l'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes pour la période 2025–2028.

La convention-programme se fonde sur les principes, les objectifs et les modèles définis dans le Document de référence 2025–2028 « Encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes (art. 16 LFCo) » et ses annexes.

Bases légales

Bases légales cantonales de la convention-programme²⁸:

²⁷ En cas de collaboration entre plusieurs cantons, les requérants déposeront un formulaire conjoint.

²⁸ En cas de collaboration entre plusieurs cantons, le titre du contrat de collaboration doit être cité ici. Ce contrat doit être joint à la demande.

Délai de dépôt

La requête dûment signée et le programme cantonal doivent être déposés au SEFRI **au plus tard le 30 avril 2024**.

Lieu/date:

Nom :

Signature:

La demande doit être adressée à weiterbildung@sbfi.admin.ch.

9.8. Formulaire de dépôt de programme cantonal

Programme cantonal d'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes pour la période 2025–2028

Canton
Date
Version

Contexte et stratégie cantonaux

Brève description du contexte cantonal

- *Etat des lieux*
- *Acteurs cantonaux impliqués (prestataires, financeurs, partenaires), y compris organisation de la coordination*
- *Particularités du canton*

La description du contexte doit permettre de comprendre la pertinence des mesures définies au point II.

Description de la stratégie poursuivie pour la période 2025–2028

- *Défis à relever / manques à combler*
- *Priorités fixées pour la période*

Mesures et indicateurs de la période 2025–2028

Pour chaque objectif national partiel (chapitre 3 du document de référence) le programme cantonal devrait comprendre au minimum une mesure.

Les mesures mises en place pour contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux partiels sont décris dans le tableau ci-dessous sous forme de brèves phrases ou mots clés. Une description détaillée des mesures est donnée au point b.

La mesure est accompagnée des informations suivantes :

- Objectif(s) SMART : objectif(s) spécifique(s), mesurable(s), adéquat(s), réaliste(s), délimité(s) dans le temps visé(s) par la mesure ;
- Principales étapes : descriptions des étapes menant à l'atteinte du/des objectif(s), par exemple les années de reporting ;
- Dans la mesure du possible, un indicateur est défini afin de permettre de vérifier les effets de la mesure.

Récapitulatif des mesures

N° mesure	Intitulé de la mesure	Objectifs SMART	Principales étapes	Indicateurs pour l'évaluation	Objectif national partiel (demande, offre, coordination, monitoring) ²⁹

Mesures intercantonales

Les mesures intercantonales sont des projets nationaux coordonnés par la CSFC. Leur contenu est décidé par l'assemblée plénière de la CSFC. Lors du dépôt des programmes cantonaux, les cantons précisent s'ils prévoient ou non contribuer aux mesures intercantonales et pour quel montant. Cela doit permettre à la CSFC d'obtenir un ordre de grandeur du budget disponible pour l'ensemble des mesures intercantonales durant la période FRI.

La participation aux mesures intercantonales, sur le principe, est prévue :

- Oui (merci d'insérer une ligne budgétaire correspondante)
- Non

Remarques :

²⁹ Il est possible de citer plusieurs objectifs nationaux.

Description des mesures

Brève description de chaque mesure listée au point a.

La description développe notamment les publics-cibles, les partenaires impliqués, les étapes de la réalisation durant la période 2025–2028.

Budget

Le budget du programme cantonal pour l'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes et sa répartition par mesure est joint au présent formulaire. Le budget est réalisé à l'aide du formulaire « Budget-Coûts » (Excel).

Au cours de la période, il est possible de transférer des moyens budgétés d'une mesure à l'autre. Le SEFRI doit en être informé dans le cadre du reporting annuel.

Le programme cantonal et la requête de convention-programme dûment signés doivent être déposés au SEFRI **au plus tard le 30 avril 2024**.

Lieu/date:

Nom :

Signature:

Le programme cantonal, accompagné du formulaire de requête de conclusion d'une convention-programme, doit être adressé à weiterbildung@sbfi.admin.ch.

9.9. Formulaire pour le rapport annuel

Rapport annuel

Encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes

Un rapport annuel doit être rempli pour chaque convention-programme. En cas de collaboration entre plusieurs cantons, un rapport annuel commun doit être rempli.

Canton(s)	
Service compétent	
Rue / case postale	
NPA / Lieu	
Personne de contact Nom Prénom Fonction	
Courriel	
Numéro de téléphone	

Le rapport annuel doit être renvoyé au plus tard le 31 mars de l'année suivante à:

weiterbildung@sbfi.admin.ch

Annexes:

- Formulaire Excel « Budget – Coûts »

Page internet cantonale consacrée aux compétences de base:

Rapport pour l'année

Ce rapport concerne uniquement les mesures financées sur la base de la LFCo, parts cantonale et fédérale.

Les analyses basées sur les données fournies dans le cadre des rapports annuels sont présentées et discutées avec les représentants des cantons, par exemple lors de l'échange d'expériences.

1. Résumé pour la publication

Le texte suivant sera publié par le SEFRI sur sa page internet, dans le sens d'un rapport annuel selon l'article 16 LFCo.

Veuillez résumer les points principaux du programme cantonal et les réalisations et activités les plus importantes de l'année écoulée.

For more information about the study, please contact Dr. John Smith at (555) 123-4567 or via email at john.smith@researchinstitute.org.

2. Mise en œuvre des mesures

Veuillez copier les mesures du programme cantonal dans les tableaux ci-dessous et expliquer dans le champ "Description" ce qui a été mis en œuvre et atteint dans ce domaine durant l'année écoulée.

Description des mesures

Un rapport sera remis au SEFRI par les gestionnaires du projet.

Merci d'indiquer ici ce qui a été réalisé par votre canton :

- *Financement ou non des mesures intercantonales. Si oui, lesquelles ?*
 - *Contribution particulière du canton. Par ex. participation à des groupes de travail ;*
 - *Implication prévue du canton pour la suite du déroulement de ces mesures.*

3. Informations quantitatives³⁰

3.1 Variante 1

Catégorie offres Domaines	Nombre d'offres	Nombre de répétitions	Nombre de par- ticipants	Nombre de pé- riodes-participants	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
Lire et écrire						
Acquisition de la langue						
Mathématiques élémentaires						
Utilisation des TIC						
Offres mixtes (merci de décrire brièvement ci-des- sous)						
Total						

Catégorie espaces d'apprentis- sage	Nombre d'es- paces d'ap- prentissage	Nbr. total d'offres dans tous les es- paces d'ap- prentissage	Nombre de par- ticipations	Nombre d'heures d'ouverture par an	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
Espaces d'apprentissage (ex. Lernstuben)						

Catégorie cours en entreprise	Nombre d'offres	Nombre de répétitions	Nombre de par- ticipants	Nombre de pé- riodes-participants	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
Cours en entreprise						

Remarques

--

³⁰ Pour les définitions des catégories et indicateurs, se référer au document « Aide-mémoire reporting art. 16 LFCo » du 17 novembre 2021.

3.2 Variante 2

Domaine	Nombre de participants selon la catégorie d'âge						Langue maternelle		Niveau de formation		
	18-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65+	Nbr. de participants dont la langue maternelle = langue locale	Nbr. de participants de langue étrangère	Nbr. de participants sans diplôme	Nbr. de participants avec diplôme du sec. II	Nbr. de participants avec diplôme tertiaire
Lire et écrire											
Acquisition de la langue											
Mathématiques élémentaires											
Utilisation des TIC											
Offres mixtes (merci de décrire brièvement ci-dessous)											
Espaces d'apprentissage (ex. Lernstuben)											
Cours en entreprise											
Total											

4. Rapport financier

Le rapport financier est réalisé à l'aide du formulaire Excel « Budget-coûts ».

5. Autres remarques et recommandations

5.1 Remarques

5.2 Recommandations

Avez-vous des propositions ou demandes à l'intention du SEFRI (collaboration, mise en œuvre, rapports, etc.)?

Avez-vous des exemples de bonnes pratiques – ou, au contraire, de mauvaises expériences – que vous pourriez présenter dans le cadre des échanges nationaux? Lesquels?

Lieu, date: _____

Nom: _____

Signature: _____



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für
Wirtschaft, Bildung und Forschung WBF
Staatssekretariat für Bildung,
Forschung und Innovation SBFI



EDK | CDIP | CDPE | CDEP |

Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren
Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique
Conferenza delle diretrici e dei direttori cantonali della pubblica educazione
Conferenza da las directuras e dals directurs chantunals da l'educaziun publica

Documento programmatico 2025–2028

**Acquisizione e mantenimento delle competenze di base
degli adulti (art. 16 LFCo)**

Versione 19.09.2023

Indice

1.	Premessa	3
2.	Situazione iniziale	3
3.	Obiettivi nazionali	3
4.	Finanziamento	4
4.1.	Ripartizione del sussidio federale	4
4.2.	Contributo cantonale	5
4.3.	Quota destinata direttamente ai partecipanti	5
4.4.	Trasferimento di fondi sul periodo successivo	5
5.	Programmi cantonali	6
5.1.	Contenuti dei programmi cantonali	6
5.2.	Procedura di presentazione dei programmi cantonali	7
5.3.	Tempistiche per la presentazione dei programmi cantonali	8
6.	Rapporti annuali	8
7.	Collaborazione istituzionale	9
7.1.	“Semplicemente meglio!... al lavoro”	10
7.2.	Organizzazioni della formazione continua	10
7.3.	Altre misure e altri programmi finanziati dalla Confederazione	11
8.	Validità e firme	11
8.1.	Validità	11
8.2.	Firme	11
9.	Allegati	12
9.1.	Glossario	12
9.2.	Importo riservato per Cantone (come da messaggio ERI, stato giugno 2023)	13
9.3.	Definizione delle competenze di base e dei gruppi target	14
9.4.	Altre leggi e altri attori della promozione delle competenze di base	17
9.5.	Foglio informativo Rapporto	18
9.6.	Link e documenti utili	22
9.7.	Modulo “Domanda per la stipula di un accordo di programma”	23
9.8.	Formulario per il programma cantonale	25
9.9.	Formulario per il rapporto annuale	28

1. Premessa

La legge federale del 20 giugno 2014 sulla formazione continua (LFCo)¹ prevede che la Confederazione si adoperi, unitamente ai Cantoni, per consentire agli adulti di acquisire e mantenere le competenze di base. A tal fine la Segreteria di Stato per la formazione, la ricerca e l'innovazione (SEFRI) può concedere contributi finanziari ai Cantoni (cfr. art. 16 LFCo). La Confederazione e i Cantoni coinvolgono le organizzazioni del mondo del lavoro (art. 14 LFCo).

Il documento programmatico stabilisce in che modo vengono attuate le disposizioni della sezione 5 della LFCo, le condizioni dell'ordinanza sulla formazione continua (OFCo)² e gli obiettivi nazionali degli accordi di programma tra la SEFRI e i Cantoni nel periodo ERI 2025–2028. Si tratta quindi di un documento comune della Conferenza delle direttive e dei direttori cantonali della pubblica educazione (CDPE) e della SEFRI.

2. Situazione iniziale

Per "competenze di base" si intendono le competenze che un adulto deve possedere per orientarsi e svilupparsi sia nel mondo del lavoro che nel suo quotidiano. All'articolo 13 della LFCo le competenze di base sono definite come segue:

¹ Le competenze di base degli adulti sono la premessa per l'apprendimento permanente e comprendono nozioni e capacità fondamentali nei campi seguenti:

- a. *lettura, scrittura ed espressione orale in una lingua nazionale;*
- b. *matematica elementare;*
- c. *utilizzo di tecnologie dell'informazione e della comunicazione.*

² Gli organizzatori di corsi finalizzati all'acquisizione e al mantenimento delle competenze di base degli adulti provvedono affinché l'offerta sia improntata alla prassi, facendo sì che includa tematiche sociali, economiche e giuridiche rilevanti per la vita quotidiana.

L'ambito delle competenze di base degli adulti fa parte del vasto settore della cosiddetta formazione continua o formazione non formale³. Rappresenta una piccola parte della formazione continua, generale o professionale, in cui lo Stato contribuisce a far sì che le persone possano specializzarsi secondo le proprie capacità (art. 5 LFCo). Oltre alle modalità stabilite nella LFCo, altre leggi federali prevedono un sostegno finanziario per promuovere le competenze di base. In tali casi, deve essere garantito il coordinamento con le misure e i programmi finanziati da altri uffici federali al fine di evitare sovrapposizioni di competenze e di permettere l'accesso di ciascuno alle misure più appropriate.

Per saperne di più sulle leggi federali e sull'estensione delle competenze di base, consultare gli allegati 0 e 9.4.

3. Obiettivi nazionali

Per accompagnare la promozione delle competenze di base degli adulti, insieme ai Cantoni e alle organizzazioni del mondo del lavoro, la Confederazione stabilisce obiettivi nazionali. Gli obiettivi nazionali per il periodo 2025–2028 sono stati elaborati dal gruppo di coordinamento per le competenze di base (GCCB), che riunisce alcuni membri del Comitato della Conferenza svizzera della formazione continua (CSFC) e alcuni rappresentanti della SEFRI, della Comunità di interessi per le competenze di base e dei partner sociali. Gli obiettivi nazionali portano avanti quelli definiti nei due precedenti periodi ERI.

¹ RS 419.1

² RS 419.11

³ La LFCo definisce la formazione continua una formazione non formale. Si tratta di una formazione strutturata impartita al di fuori della formazione formale (art. 3 LFCo), soprattutto in corsi organizzati, basata sui programmi d'insegnamento e su un rapporto di insegnamento-apprendimento definito.

Obiettivo generale

La Confederazione e i Cantoni si adoperano, insieme ai partner sociali e alle organizzazioni della formazione continua, per consentire agli adulti di acquisire e mantenere le competenze di base. Queste competenze promuovono la partecipazione alla vita sociale, culturale e politica, l'accesso alla formazione di base e continua e l'idoneità al mercato del lavoro.

Al fine di conseguire l'obiettivo generale, per il periodo 2025–2028 gli attori hanno scelto come tema chiave la digitalizzazione.

Tema chiave

Tutti gli attori sostengono la capacità degli adulti di accedere alla digitalizzazione per poter usufruire nella vita quotidiana e lavorativa dei servizi e delle tecnologie digitali più importanti.

Tra il 2025 e il 2028 dovranno essere raggiunti gli obiettivi parziali elencati qui di seguito.

Obiettivi nazionali parziali

Domanda: migliorare l'accesso e aumentare la partecipazione degli adulti alle offerte di formazione continua nel settore delle competenze di base.

Offerta: mettere a disposizione un'offerta di formazione continua di alta qualità, orientata ai bisogni e alla pratica nel settore delle competenze di base.

Coordinamento: garantire il coordinamento degli attori impegnati nel settore delle competenze di base e delle iniziative pertinenti.

Monitoraggio: raccogliere dati più precisi ed esaustivi per verificare il raggiungimento degli obiettivi parziali e individuare eventuali disfunzionamenti.

Ogni Cantone ha la responsabilità di perseguire gli obiettivi nella maniera più adatta alla propria situazione specifica. Per questo è libero di collaborare con altri Cantoni e/o con altre organizzazioni.

4. Finanziamento

Di regola la Confederazione concede aiuti finanziari secondo gli accordi di programma. Più Cantoni possono elaborare congiuntamente un programma per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti (art. 9 cpv. 1 OFCo).

Per motivi di efficienza, gli aiuti finanziari possono essere previsti anche in un accordo di prestazione o concessi mediante decisioni formali (art. 11 OFCo). In casi del genere il Cantone deve presentare una domanda motivata.

I mezzi finanziari erogati dalla Confederazione vengono stabiliti nel messaggio ERI 2025–2028 e sono soggetti ogni anno alle decisioni del Parlamento in materia di bilancio. Poiché tale messaggio viene elaborato parallelamente al presente documento, quest'ultimo si limita a descrivere il meccanismo di ripartizione dei fondi ai Cantoni. Gli importi riservati ai Cantoni (allegato 9.2) fungono da valori di riferimento. Non appena il decreto federale sul limite di spesa 2025–2028 sarà pubblicato, la SEFRI informerà i Cantoni sui fondi stanziati complessivamente e sulla loro ripartizione. Inoltre, provvederà ad aggiornare l'allegato corrispondente.

4.1. Ripartizione del sussidio federale

Il contributo federale ai Cantoni che presentano un programma cantonale viene versato secondo la seguente chiave di ripartizione:

- per garantire un'offerta di base indipendente dalle dimensioni del Cantone, la Confederazione versa in parti uguali ai Cantoni un contributo fisso equivalente al 5 per cento del suo contributo annuo;

- il rimanente 95 per cento viene ripartito fra i Cantoni in base alla popolazione residente permanente di età superiore ai 18 anni (secondo i dati più aggiornati dell’Ufficio federale di statistica UST).

Se non tutti i Cantoni dovessero richiedere un contributo federale o se alcuni dovessero rinunciarvi in parte oppure concludere un accordo di programma soltanto in una fase successiva del periodo 2025–2028, l’importo non attribuito può essere distribuito agli altri Cantoni, sempre che ve ne sia la necessità e che la partecipazione di questi Cantoni secondo l’articolo 13 dell’OFCo sia garantita.

Nei singoli programmi cantonali possono essere previsti finanziamenti per misure intercantonalmente coordinate dalla CSFC. Si raccomanda di riservare un importo del 10 per cento del contributo federale per questo tipo di misure⁴. Il contributo può includere risorse umane.

4.2. Contributo cantonale

Il contributo che la Confederazione versa a un Cantone deve essere integrato da un contributo cantonale almeno equivalente (art. 13 OFCo). Questo principio vale per l’intero programma cantonale, non per le singole prestazioni, e viene denominato “regola del 50-50”.

Costi computabili:

- la quota cantonale comprende i costi sostenuti dai Comuni nel caso in cui forniscano servizi previsti dal programma cantonale. Nel calcolo possono essere computati sia i contributi versati a chi partecipa alle misure formative sia i costi associati a progetti cantonali (sviluppo di nuove offerte e iscrizione di nuovi partecipanti), sensibilizzazione, informazione, consulenza e assistenza, nonché costi di gestione e di coordinamento;
- i finanziamenti di terzi (tranne i contributi comunali) non vengono presi in considerazione.

Il servizio competente per l’implementazione del programma verifica che non vi sia un doppio finanziamento tramite altre misure o altri programmi volti a promuovere le competenze di base sussidiati dalla Confederazione. Inoltre, la quota cantonale richiesta nel quadro dell’attuazione del programma LFCo non può essere rivendicata come tale in ulteriori misure o programmi (co)finanziati da altri uffici federali.

4.3. Quota destinata direttamente ai partecipanti

L’auspicio è che per l’intero periodo 2025–2028 la quota principale del contributo federale doppio⁵ venga impiegata per sostenere chi partecipa alle misure formative (p. es. riducendo i costi dei corsi o finanziando le offerte in base alla domanda). Se un Cantone sta sviluppando ex novo le proprie offerte è possibile concedere delle deroghe.

4.4. Trasferimento di fondi sul periodo successivo

Non è ammesso il trasferimento di eventuali residui di credito dal periodo 2021–2024 al programma 2025–2028. Gli importi inutilizzati vanno restituiti (art. 13 OFCo). Se gli obiettivi di un accordo di programma non vengono pienamente raggiunti, il Cantone ha diritto ai contributi federali soltanto in misura proporzionale al conseguimento degli obiettivi. Questa regola si applica all’intero programma cantonale, comprese le misure intercantonalmente.

La Confederazione esige il rimborso degli importi che eccedono il diritto effettivo.

Per facilitare il rimborso di eventuali importi residui dei contributi versati per le misure intercantonalmente è stata stipulata una convenzione tra la SEFRI e la CDPE che disciplina esclusivamente le modalità per il rimborso di eventuali importi residui alla fine del periodo ERI. La facilitazione consiste nel fatto di

⁴ La partecipazione dei Cantoni alle misure intercantonalmente che promuovono l’acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti è facoltativa. Le misure si concentrano sugli obiettivi nazionali parziali, ovvero domanda, offerta, coordinamento e monitoraggio, nonché sul tema della digitalizzazione (cfr. cap. 3).

⁵ Il contributo federale doppio comprende i contributi della Confederazione e quelli dei Cantoni (cfr. cap. 4.2).

permettere alla CDPE di trasferire direttamente alla SEFRI le somme inutilizzate a nome dei propri membri. Un rimando a questo meccanismo sarà inserito negli accordi di programma con i Cantoni.

5. Programmi cantonali

Gli obiettivi nazionali (cap. 3) vengono realizzati mediante programmi cantonali volti a promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti, detti anche programmi LFCo o programmi CBA (**Competenze di base degli adulti**). Per l'inoltro dei programmi cantonali la SEFRI mette a disposizione il modulo “Domanda per la stipula di un accordo di programma” (cfr. allegato 9.7).

Al momento di stipulare gli accordi di programma occorre accertarsi che gli oneri amministrativi a carico dei Cantoni siano sopportabili e che il margine di manovra di questi ultimi sia sufficientemente ampio per adeguare e modificare senza troppa burocrazia le misure e gli obiettivi entro il periodo di attuazione quadriennale.

Il presente capitolo illustra i requisiti minimi dei programmi cantonali 2025–2028 nonché la procedura e le tempistiche per la loro presentazione.

5.1. Contenuti dei programmi cantonali

Qui di seguito vengono descritte le informazioni che ogni programma deve contenere affinché sia possibile stipulare un accordo con la SEFRI. La definizione del contenuto si fonda sulle basi legali e sulle esperienze compiute durante i precedenti periodi ERI. Il presente capitolo stabilisce il quadro all'interno del quale i Cantoni definiscono le proprie azioni.

I programmi cantonali prevedono i punti seguenti.

I. Contesto e strategia cantonale

Introduzione che illustra la situazione specifica del Cantone e le attività svolte nei periodi ERI precedenti (situazione iniziale). In questo punto vanno elencate anche le priorità della strategia cantonale per il periodo 2025–2028.

II. Misure

Descrizione delle misure con cui il Cantone contribuisce al raggiungimento degli obiettivi nazionali (cap. 3). Per ogni obiettivo nazionale il programma deve prevedere almeno una misura.

Per ogni misura occorre indicare gli obiettivi e le ipotesi su cui si basa il budget. Ove possibile, viene definito un indicatore che consenta di verificare gli effetti della misura.

I costi del personale chiaramente ascrivibili a una determinata misura devono essere inseriti nel budget della misura, mentre quelli non attribuibili in maniera univoca a una singola misura possono essere raggruppati all'interno di una misura dedicata alla gestione e al follow up del programma.

Le misure, gli indicatori e il budget fissati nel programma possono essere modificati nel corso del periodo. In tal caso il Cantone formula una proposta di adeguamento.

Il programma **contiene l'elenco delle statistiche relative alle misure formative** che devono essere riportate nel rapporto annuale (cap. 6).

Il programma cantonale per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti costituisce parte integrante dell'accordo di programma stipulato tra il Cantone e la SEFRI.

Le misure intercantonalni sono progetti nazionali coordinati dalla CSFC il cui contenuto è definito dall'assemblea plenaria della CSFC. Quando presentano i loro programmi, i Cantoni devono specificare se intendono partecipare alle misure intercantonalni e con quale importo. In questo modo la CSFC potrà farsi un'idea del budget disponibile per la totalità delle misure durante il periodo ERI. Non appena le misure intercantonalni saranno note, i Cantoni avranno nuovamente la possibilità di decidere, su base annua, se intendono parteciparvi oppure no.

Il modulo per l'elaborazione del programma cantonale è riportato nell'allegato 9.8 ed è scaricabile dal sito della SEFRI⁶.

5.2. Procedura di presentazione dei programmi cantonali

La procedura che va dalla presentazione del programma cantonale fino alla firma dell'accordo di programma tra il Cantone e la SEFRI è articolata come segue.

A

Elaborazione e presentazione del programma cantonale alla SEFRI

Il Cantone elabora un programma basandosi sul presente documento programmatico e sulle esperienze compiute nei periodi ERI precedenti. Il programma viene elaborato con l'ausilio dell'apposito modulo messo a disposizione dalla SEFRI⁷. È inoltre possibile inviare ulteriori documenti.

B

Svolgimento di un colloquio

Sulla base del programma cantonale ricevuto, la SEFRI elenca i punti principali che intende discutere e ne informa il Cantone. Viene fissato un colloquio per trattare questi punti e per rispondere a eventuali domande del Cantone.

C

Discussione del programma cantonale

Durante il colloquio il Cantone e la SEFRI discutono del programma cantonale concentrandosi in particolare sugli elementi poco chiari o che hanno un'attinenza con programmi e misure finanziati da altri attori. Viene redatto un verbale che riporta le modifiche concordate dal Cantone e dalla SEFRI. I due partner approvano il verbale.

D

Modifica del programma cantonale

Sulla base del colloquio e dell'intesa sancita nel verbale il Cantone integra le modifiche eventualmente proposte e invia una nuova versione del programma.

E

Elaborazione e firma dell'accordo di programma

La SEFRI esamina la nuova versione del programma. Se ritiene necessarie ulteriori modifiche o precisazioni il processo ricomincia dalla tappa C.

In caso contrario, la SEFRI elabora l'accordo di programma che sarà poi sottoposto per approvazione al Cantone. Il programma cantonale è parte integrante dell'accordo.

⁶ www.sefri.admin.ch > Formazione > Formazione professionale e continua > Formazione continua > Competenze di base degli adulti > Promozione delle competenze di base degli adulti

⁷ www.sefri.admin.ch > Formazione > Formazione professionale e continua > Formazione continua > Competenze di base degli adulti > Promozione delle competenze di base degli adulti

5.3. Tempistiche per la presentazione dei programmi cantonali

La tabella sottostante illustra le tappe principali del processo di presentazione dei programmi cantonali e i termini entro i quali devono essere concluse. D'intesa con la SEFRI sono possibili delle deroghe.

Termine	Cosa	Tappa
Gen. – apr. 2024	Presentazione della prima versione dei programmi	A
Feb. – giu. 2024	La SEFRI individua i punti da discutere e organizza i colloqui	B
Feb. – set. 2024	Discussione dei programmi cantonali ⁸	C
Feb. 2025	Presentazione dei programmi cantonali definitivi	D
Da fine gennaio 2025	Firma degli accordi di programma	E

6. Rapporti annuali

Ogni anno i Cantoni presentano alla SEFRI un rapporto sull'impiego degli aiuti finanziari nel quale riferiscono segnatamente in merito ai progressi nel raggiungimento degli obiettivi del programma cantonale sulla base degli indicatori convenuti o delle prestazioni fornite (art. 14 OFCo).

La SEFRI mette a disposizione un apposito formulario per il rapporto annuale (cfr. allegato 6 e sito della SEFRI⁹). Qualora necessario i Cantoni possono inviare ulteriori documenti.

Nei limiti del possibile, il rapporto annuale deve essere consegnato **entro il 31 marzo dell'anno successivo a quello in rassegna** (31 marzo 2026, 31 marzo 2027, 31 marzo 2028, 31 marzo 2029). Qualora non fosse possibile, il Cantone concorda con la SEFRI una nuova scadenza **prima del 31 marzo**.

Nel rapporto annuale vanno indicate le seguenti informazioni:

- stato di attuazione delle singole misure (descrizione);
- statistiche sulle misure formative (cfr. qui di seguito e allegato 9.5);
- dati finanziari (cfr. qui di seguito);
- eventuali modifiche da apportare al contenuto del programma.

Il foglio informativo Rapporto (allegato 9.5) stabilisce le definizioni e le modalità di raccolta dei dati concernenti le offerte formative in ambito competenze di base e introduce due varianti per la raccolta degli stessi.

I dati della variante 1 vengono raccolti da tutti i Cantoni che hanno sottoscritto un accordo di programma.

- a) Numero di offerte e di ripetizioni nei vari ambiti di competenze di base
- b) Numero di partecipanti
- c) Numero di lezioni per partecipante
- d) Numero di donne e di uomini

I dati della variante 2 possono essere rilevati **in aggiunta** a quelli della variante 1.

- e) Età
- f) Lingua madre
- g) Livello d'istruzione

Dati finanziari:

- mezzi finanziari stanziati dal Cantone e dai Comuni (per il contributo cantonale cfr. cap. 4.2);
- quota di mezzi finanziari investiti per sostenere direttamente i partecipanti alle misure formative (cfr. cap. 4.3);
- spese sostenute per ogni misura.

⁸ Per motivi di sinergia e di efficienza, una parte del colloquio può essere dedicata alle questioni che riguardano i rapporti annuali del 2023.

⁹ www.sefri.admin.ch > Formazione > Formazione professionale e continua > Formazione continua > Competenze di base degli adulti > Promozione delle competenze di base degli adulti

Partendo dai dati dei rapporti presentati dai Cantoni, la SEFRI effettua un monitoraggio (art. 19 cpv. 1 LFCo). Le analisi basate sui dati forniti nell'ambito dei rapporti annuali vengono illustrate e discusse con i rappresentanti dei Cantoni, ad esempio nel quadro di scambi di esperienze. I risultati del monitoraggio della SEFRI possono fungere da base per l'elaborazione del documento programmatico per il periodo successivo. La SEFRI intrattiene un dialogo costante sulle buone pratiche con gli ambienti della formazione continua direttamente interessati (art. 19 cpv. 2 LFCo).

7. Collaborazione istituzionale

In questo capitolo vengono descritti ulteriori programmi e misure dedicati alla promozione delle competenze di base degli adulti con i quali è essenziale trovare delle sinergie per garantire una certa complementarità.

Il coordinamento tra gli attori che si occupano di competenze di base, i loro programmi e le loro misure deve permettere di fornire alle persone interessate il miglior sostegno possibile. In particolare, i Cantoni accordano grande importanza al coordinamento delle misure dei vari attori cantonali attivi in questo settore. Si assicurano che non si verifichino doppi finanziamenti o effetti di sostituzione nella promozione attraverso le leggi speciali, né che i fondi cantonali siano sostituiti da fondi federali.

La Confederazione e i Cantoni assicurano la collaborazione interistituzionale (CII) per un sistema coerente di acquisizione e mantenimento delle competenze di base per gli adulti e si adoperano per un sistema uniforme di attuazione. La SEFRI assicura a livello nazionale la collaborazione interistituzionale con altri servizi federali interessati (art. 15 cpv. 2 OFCo). Garantisce inoltre il coordinamento con le leggi speciali concernenti la promozione delle competenze di base degli adulti (art. 8 cpv. 1 OFCo).

La collaborazione interistituzionale formalizzata è presente a livello nazionale e cantonale. La CII prevede la collaborazione tra diverse istituzioni nei seguenti ambiti: assicurazione contro la disoccupazione, integrazione degli stranieri, formazione professionale, assicurazione invalidità e/o aiuto sociale. L'obiettivo principale è migliorare le opportunità d'integrazione delle persone nel mercato del lavoro primario e ottimizzare il coordinamento dei vari sistemi¹⁰. Gli uffici federali competenti per le leggi citate nella tabella dell'allegato 9.4 sono tutti rappresentati nel Comitato direttivo nazionale della CII.

Anche a livello cantonale sarebbe utile mettere in campo una collaborazione interistituzionale tra omologhi cantonali dei partner CII nazionali, ma anche con gli operatori della formazione e i rappresentanti dei partner sociali, accompagnata da scambi reciproci e se necessario dalla collaborazione con altri Cantoni. Ogni Cantone dispone di un coordinatore CII. La composizione della CII varia a seconda dei Cantoni. Ad ogni modo, il coordinamento all'interno del Cantone e tra i vari Cantoni nell'ambito della LFCo spetta a un organismo designato dal Cantone (cfr. art. 9 cpv. 2 OFCo). Tuttavia, la collaborazione interistituzionale può anche svolgersi al di fuori della CII formale. Infatti, anche i gruppi di lavoro permanenti o ad hoc che riuniscono i rappresentanti di diversi uffici (in analogia con i partner della CII nazionale) rappresentano una forma di CII¹¹.

¹⁰ <https://www.iiz.ch/it/chi-siamo>, visitato il 31 gennaio 2022.

¹¹ Oltre ai servizi della formazione continua, nell'ambito delle competenze di base è importante coinvolgere in particolare i settori cantonali dell'integrazione, della migrazione, della formazione professionale, dell'assicurazione contro la disoccupazione (URC, servizi LPML) e dell'aiuto sociale.

7.1. “Semplicemente meglio!... al lavoro”

Dal 1° gennaio 2018 la SEFRI dispone di un programma di promozione delle competenze di base sul posto di lavoro che permette di finanziare brevi formazioni sulla base della legge federale sulla formazione professionale (art. 32 cpv. 2 lett. in combinato disposto con l'art. 55 cpv. 1 lett. g LFPr¹²). Per garantire il coordinamento con i programmi cantonali LFCo i Cantoni possono scegliere tra due procedure operative.

Procedura SEFRI Le domande e i rapporti vengono presentati alla SEFRI, che li esamina e rilascia una decisione ufficiale. Il Cantone in cui si trova l'azienda richiedente viene informato dalla SEFRI almeno due volte all'anno in merito alle domande presentate dalle aziende del territorio.

Portale cantonale	<p>Ogni Cantone dispone di un portale per la presentazione delle domande e dei rapporti. Il Cantone è l'unico interlocutore dei richiedenti. Verifica se le domande rispettano i criteri del programma federale da un lato e di promozione cantonale dall'altro. Il Cantone emette la decisione ufficiale. Almeno una volta all'anno presenta alla SEFRI un elenco delle domande sostenute in base ai criteri federali nonché un rapporto. La SEFRI dispone il rimborso delle sovvenzioni versate dal Cantone.</p> <p>Più Cantoni possono unirsi e creare un portale d'accesso comune. Il coordinamento e la gestione del portale possono essere inseriti all'interno di una misura dei programmi cantonali.</p>
--------------------------	--

Le domande che coinvolgono più Cantoni vengono esaminate secondo la “procedura SEFRI”, a meno che non riguardino esclusivamente Cantoni riuniti in un unico portale.

Il 1° gennaio di ogni anno i Cantoni hanno la possibilità di cambiare procedura. In questo caso ne informano tempestivamente la SEFRI.

7.2. Organizzazioni della formazione continua

Secondo l'articolo 12 della legge sulla formazione continua (LFCo), la Confederazione può concedere alle organizzazioni della formazione continua aiuti finanziari per sostenere le seguenti prestazioni (art. 2 OFCo):

- informazioni al pubblico su temi della formazione continua, in particolare misure di sensibilizzazione all'apprendimento permanente;
- prestazioni di coordinamento volte a rafforzare il sistema della formazione continua, in particolare all'interno di reti;
- misure di interesse pubblico preponderante finalizzate a garantire e promuovere la qualità e a sviluppare la formazione continua.

Alcune di queste organizzazioni sono attive nel settore delle competenze di base degli adulti e offrono servizi di cui i Cantoni possono avvalersi (p. es. sensibilizzazione degli specialisti in contatto con il gruppo target, accompagnamento di gruppi di ambasciatori, misure per promuovere la formazione continua, ecc.).

¹² RS 412.10

7.3. Altre misure e altri programmi finanziati dalla Confederazione

I programmi cantonali LFCO devono essere coordinati con gli altri programmi e le altre misure già in essere, soprattutto con quelli (co)finanziati dalla Confederazione. Un coordinamento particolare è necessario con i programmi d'integrazione cantonali (PIC) di cui all'articolo 58 capoverso 3 della legge federale sugli stranieri e la loro integrazione (LStr¹³; art. 9 cpv. 3 OFCo).

Inoltre, occorre riservare un'attenzione particolare all'armonizzazione con il programma federale "Pretirocino d'integrazione" (PTI) e con le offerte transitorie e di preparazione alla formazione professionale di base¹⁴. Infine, dovranno essere cercate sinergie con viamia.

8. Validità e firme

8.1. Validità

Il presente documento programmatico è valido per il periodo ERI che va dal 1° gennaio 2025 al 31 dicembre 2028.

Entro il 1° gennaio 2028 verrà elaborato un documento programmatico per il periodo successivo.

8.2. Firme

Firme

Conferenza delle diretrici e dei direttori cantonali della pubblica educazione (CDPE)

Segreteria di Stato per la formazione, la ricerca e l'innovazione (SEFRI)

Luogo, data

Luogo, data

Susanne Hardmeier
Segretaria generale

Rémy Hübschi
Direttore supplente
Capodivisione Formazione professionale e continua

Firma

Firma

¹³ RS 142.2

¹⁴ Con questa espressione si intendono i corsi che preparano in maniera mirata a sostenere la procedura di qualificazione di una determinata professione.

9. Allegati

9.1. Glossario

CaF	Cancelleria federale
CBA	Competenze di base degli adulti
CDPE	Conferenza delle diretrici e dei direttori cantonali della pubblica educazione
CSFC	Conferenza svizzera della formazione continua
GCCB	Gruppo di coordinamento sulle competenze di base secondo la LFCo
LADI	Legge federale sull'assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione e l'indennità per insolvenza
LAI	Legge federale sull'assicurazione per l'invalidità
LFCo	Legge federale sulla formazione continua
LFPr	Legge federale sulla formazione professionale
LStrl	Legge federale sugli stranieri e la loro integrazione
OFCo	Ordinanza sulla formazione continua
PIC	Programmi d'integrazione cantonali
Periodo ERI	Periodo di sussidio nel settore dell'educazione, della ricerca e dell'innovazione
PTI	Pretirocinio d'integrazione
QCER	Quadro comune europeo di riferimento per la conoscenza delle lingue
QPA	Qualificazione professionale degli adulti
SECO	Segreteria di Stato dell'economia
SEFRI	Segreteria di Stato per la formazione, la ricerca e l'innovazione
SEM	Segreteria di Stato della migrazione
TIC	Tecnologie dell'informazione e della comunicazione
UFAS	Ufficio federale delle assicurazioni sociali
UST	Ufficio federale di statistica

9.2. Importo riservato per Cantone (come da messaggio ERI, stato giugno 2023)

Contributo federale, annuo, compreso il contributo di base. Il contributo di base è pari a 113'654 franchi (2025: 27'115; 2026: 28'077; 2027: 28'846; 2028: 29'615). Importi pubblicati fatta salva l'approvazione da parte del Parlamento del messaggio ERI 2025–2028 e del budget annuale.

Osservazioni:

Possono esserci divergenze rispetto alle cifre del messaggio ERI a causa di arrotondamenti.

Popolazione residente permanente di età superiore ai 18 anni secondo i dati dell'Ufficio federale di statistica (UST) per il 2021.

Cantone	Popolazione residente permanente	Quota cantonale della popolazione residente (%)	Contributi 2025	Contributi 2026	Contributi 2027	Contributi 2028	Totale 2025–2028
Appenzello Esterno	45'271	0.63%	111'736	115'698	118'868	122'038	468'340
Appenzello Interno	13'293	0.19%	51'963	53'805	55'279	56'754	217'801
Argovia	573'570	8.00%	1'099'232	1'138'212	1'169'396	1'200'580	4'607'421
Basilea Campagna	242'021	3.38%	479'501	496'505	510'107	523'710	2'009'823
Basilea Città	164'712	2.30%	334'995	346'874	356'378	365'881	1'404'128
Berna	866'583	12.09%	1'646'932	1'705'334	1'752'056	1'798'777	6'903'099
Friburgo	264'718	3.69%	521'926	540'434	555'241	570'047	2'187'648
Ginevra	412'784	5.76%	798'691	827'014	849'671	872'329	3'347'706
Glarona	34'077	0.48%	90'812	94'032	96'609	99'185	380'638
Grigioni	169'790	2.37%	344'487	356'703	366'475	376'248	1'443'913
Giura	60'267	0.84%	139'766	144'723	148'688	152'653	585'830
Lucerna	343'182	4.79%	668'591	692'300	711'267	730'234	2'802'393
Neuchâtel	143'764	2.01%	295'839	306'330	314'722	323'115	1'240'006
Nidvaldo	36'833	0.51%	95'964	99'367	102'089	104'811	402'231
Obvaldo	31'534	0.44%	86'059	89'110	91'552	93'993	360'714
San Gallo	423'676	5.91%	819'050	848'095	871'330	894'566	3'433'041
Sciaffusa	69'722	0.97%	157'440	163'023	167'489	171'955	659'907
Svitto	135'324	1.89%	280'063	289'994	297'939	305'884	1'173'881
Soletta	231'832	3.24%	460'456	476'784	489'847	502'909	1'929'995
Ticino	296'794	4.14%	581'883	602'517	619'024	635'531	2'438'955
Turgovia	233'398	3.26%	463'383	479'815	492'961	506'106	1'942'264
Uri	30'434	0.42%	84'003	86'981	89'364	91'748	352'096
Vallese	291'853	4.07%	572'647	592'954	609'199	625'444	2'400'244
Vaud	662'693	9.25%	1'265'821	1'310'708	1'346'618	1'382'528	5'305'675
Zugo	106'018	1.48%	225'284	233'273	239'664	246'055	944'276
Zurigo	1'282'025	17.89%	2'423'476	2'509'415	2'578'166	2'646'917	10'157'975
Totale	7'166'168	100.00%	14'102'025	14'602'026	15'002'027	15'402'028	59'100'000

9.3. Definizione delle competenze di base e dei gruppi target

Per aiutare i diversi attori a definire e a circoscrivere le competenze di base, la SEFRI ha elaborato appositi quadri di riferimento. Questi ultimi devono essere intesi come sintesi e riepiloghi delle competenze di base e non hanno la funzione di incentivare lo sviluppo di corsi né di servire come strumenti di qualificazione. Del resto, nella pratica i corsi e la didattica vengono impostati in funzione delle esigenze dei partecipanti. Ad esempio, in un corso di lingua è possibile trattare e integrare le TIC o altre competenze di base, a seconda delle esigenze e della vita quotidiana.

[Quadro di riferimento per le competenze di base degli adulti in matematica](#)

[Quadro di riferimento per le competenze di base nelle tecnologie dell'informazione e della comunicazione \(TIC\)](#)

[Quadro di riferimento per le competenze di base in ambito linguistico](#)

La capacità di apprendimento è indispensabile per acquisire qualsiasi tipo di competenza. Costituisce pertanto una parte rilevante di ogni offerta finalizzata all'acquisizione e al mantenimento delle competenze di base degli adulti.

La promozione dell'acquisizione e del mantenimento delle competenze di base degli adulti ai sensi della LFCo è complementare alla promozione disciplinata da altre leggi speciali (art. 16 cpv. 1). In particolare, le misure previste dalla LFCo non devono essere assimilate al concetto di "strutture ordinarie" di cui all'articolo 54 LStr¹⁵. Pertanto, è necessario colmare le lacune ancora presenti in questo ambito.

Qui di seguito sono state elencate alcune domande frequenti che riguardano la natura delle competenze di base nonché le risposte dal punto di vista della situazione attuale.

Domanda	Risposta
Le persone provenienti dal settore dell'asilo possono ricevere un sostegno finanziario in virtù della LFCo?	Per gli adulti provenienti dal settore dell'asilo (persone ammesse provvisoriamente, rifugiati riconosciuti e persone bisognose di protezione titolari di un permesso di dimora) l'acquisizione delle competenze di base avviene secondo l'articolo 58 capoverso 2 LStrl ed è finanziata mediante somme forfettarie per l'integrazione. Conformemente alle decisioni dell'Agenda Integrazione Svizzera (AIS), la competenza per la promozione dell'integrazione si estende fino al livello linguistico A2 ¹⁶ . Pertanto, secondo l'AIS oltre questo livello non è previsto alcun finanziamento. Tuttavia, nella pratica si cerca di trovare soluzioni per offerte formative condivise e impostate in base alle esigenze delle persone. Il Cantone provvede a un'adeguata distinzione contabile con relativa giustificazione.
I migranti al di fuori del settore dell'asilo possono ricevere un sostegno finanziario in virtù della LFCo?	Si raccomanda di pianificare i programmi in questo ambito in un'ottica globale coordinata a livello cantonale e di organizzare le offerte in funzione delle esigenze e del livello di competenze, nonché di garantire la permeabilità. Il Cantone provvede a un'adeguata distinzione contabile con relativa giustificazione. Le misure della LFCo sono complementari a quelle previste dalle altre leggi speciali (art. 16 cpv. 1 LFCo). Nel caso dei migranti, la LFCo può intervenire a complemento delle misure adottate nel quadro dell'articolo 58 capoverso 3 LStrl. Occorre tenere in

¹⁵ Epiney, Astrid; Hunziker, Evamaria (2022): *Zur Umsetzung des Weiterbildungsgesetzes - ausgewählte Fragen*, parere giuridico per conto della Segreteria di Stato per la formazione, la ricerca e l'innovazione (SFERI), Friburgo.

¹⁶ Cfr. Rapporto del gruppo di coordinamento AIS del 1° marzo 2018, allegato 5, <https://www.sem.admin.ch/dam/sem/it/data/integration/agenda/ber-koordinationsgruppe-integrationsagenda-i.pdf.download.pdf/ber-koordinationsgruppe-integrationsagenda-i.pdf>

considerazione la situazione nel Cantone e le basi legali cantonali.

I giovani e i giovani adulti possono beneficiare delle offerte finanziate mediante la LFCo?

I contributi federali ai sensi della LFCo sono riservati agli adulti. Pertanto, le offerte formative hanno come target le persone dai 18 anni in su. Sono possibili delle deroghe, ad esempio se un minorenne desidera partecipare a un corso destinato agli adulti. Il sostegno individuale speciale per chi frequenta una formazione professionale di base di due anni nonché i provvedimenti per preparare alla formazione professionale di base (art. 12 LFPr e art. 7 OFPr) sono finanziati secondo la LFPr. Le offerte per gli adulti focalizzate sull'acquisizione di competenze di base in vista del conseguimento di un titolo della formazione professionale di base possono essere finanziate mediante la LFCo.

Fino a quale livello linguistico si può parlare di competenze di base?

Le competenze linguistiche sono considerate competenze di base fino al livello B1 compreso del Quadro comune europeo di riferimento per la conoscenza delle lingue (QCER). Il livello B2 può essere finanziato se il Cantone lo reputa necessario, ad esempio per accedere a una formazione professionale di base. In linea di massima, nel periodo ERI 2025–2028 spetta ai Cantoni stabilire il campo d'applicazione dei livelli per la promozione delle competenze di base.

L'acquisizione di quali lingue può essere sostenuta mediante la LFCo?

I corsi per l'apprendimento di una lingua nazionale servono a far acquisire la lingua locale (oppure una delle lingue locali nei Cantoni bilingue). I corsi di matematica e quelli sulle TIC vengono svolti nella lingua locale. Nella Svizzera tedesca viene insegnato il tedesco standard. Sebbene lo svizzero tedesco non sia considerato una lingua locale, nei corsi di tedesco è possibile inserire alcuni elementi che permettono di familiarizzare con il dialetto.

I corsi sulle CBA sono accessibili alle persone anziane?

La promozione delle CBA ai sensi della LFCo è riservata agli adulti. Tutti gli adulti maggiorenni residenti in Svizzera possono beneficiare dei contributi previsti dalla LFCo, senza limiti di età. I finanziamenti della LFCo sono complementari ai contributi di altre leggi speciali (cfr. cap. 7).

Le persone disoccupate o direttamente minacciate dalla disoccupazione possono partecipare alle offerte della LFCo?

La legge federale sull'assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione e l'indennità per insolvenza (LADI)¹⁷ contempla provvedimenti inerenti al mercato del lavoro a favore di assicurati e di persone minacciate dalla disoccupazione (art. 59 cpv. 1 LADI). Nel campo d'applicazione di questa legge rientrano anche gli assicurati totalmente o parzialmente disoccupati (presupposti del diritto di cui all'art. 8 LADI). La LFCo si applica in via sussidiaria.

Le persone invalide possono ricevere un sostegno finanziario in virtù della LFCo?

Lo scopo principale della legge federale sull'assicurazione per l'invalidità (LAI)¹⁸ è quello di prevenire, ridurre o eliminare l'invalidità mediante provvedimenti d'integrazione adeguati, semplici e appropriati. Tra questi figurano anche il

¹⁷ RS 837.0

¹⁸ RS 831.20

perfezionamento (art. 16 cpv. 3 lett. b LAI) e i corsi di formazione nell'ambito di un intervento tempestivo per integrare l'assicurato in un nuovo posto di lavoro all'interno della stessa azienda o altrove (art. 7d cpv. 1 lett. c LAI). La LFCo si applica in via sussidiaria.

I beneficiari di aiuti sociali possono partecipare alle misure previste dalla LFCo?

L'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base da parte dei beneficiari di aiuti sociali non sono disciplinati da una legge federale. Le offerte corrispondenti finanziate dalla LFCo possono però andare a beneficio di tali persone nel rispetto delle leggi e prassi cantonali. Una consulenza di carriera o la copertura dei bisogni essenziali durante la formazione continua vengono finanziati dai servizi competenti. La LFCo si applica in via sussidiaria.

Inoltre, l'acquisizione delle competenze di base è la premessa per l'apprendimento permanente e per la formazione continua (cfr. 13 LFCo). Per questo, è fondamentale che le offerte riguardanti le CBA permettano il più possibile il passaggio verso altre offerte di formazione continua, ad esempio le formazioni professionali di base per gli adulti (QPA).

9.4. Altre leggi e altri attori della promozione delle competenze di base

La tabella qui sotto fornisce un riepilogo delle leggi federali che disciplinano il sostegno finanziario al settore delle competenze di base degli adulti. Per ogni legge devono essere indicate le misure e i gruppi target corrispondenti.

Promozione delle competenze di base degli adulti in base a diverse leggi federali¹⁹

Legge	Misure e tematiche trattate	Gruppo target
Legge federale sulla formazione continua (LFCo) e relativa ordinanza (OFCo)	Competenze di base degli adulti	Tutti gli adulti
Legge federale sulla formazione professionale (LFPr) e relativa ordinanza (OFPr)	Sostegno individuale speciale per chi frequenta una formazione professionale di base di due anni	Personne che frequentano una formazione professionale di base di due anni
	Preparazione alla formazione professionale di base	Personne con un deficit formativo al termine della scuola dell'obbligo
	Programma di promozione "Semplicemente meglio!... al lavoro"	Lavoratori (scarsamente qualificati)
Legge federale sugli stranieri e la loro integrazione (LStrI) e relativa ordinanza (OIntS)	Programmi d'integrazione cantonali (PIC)	Personne ammesse provvisoriamente e rifugiate riconosciuti (prima integrazione)
	Pretirocinio d'integrazione (PTI)	Personne ammesse provvisoriamente e rifugiate riconosciute che nel Paese di origine hanno svolto una formazione professionale e/o hanno maturato un'esperienza professionale nonché adolescenti e giovani adulti giunti tardivamente in Svizzera dall'UE/AELS o da uno Stato terzo sprovvisti di un titolo del livello secondario II
Legge sull'assicurazione contro la disoccupazione (LADI) e relativa ordinanza (OADI)	Provvedimenti inerenti al mercato del lavoro (PML)	Disoccupati o persone minacciate dalla disoccupazione
Legge federale sull'assicurazione per l'invalidità (LAI) e relativa ordinanza (OAI)	Provvedimenti d'intervento tempestivo (art. 7d LAI)	Assicurati che a causa di una disabilità hanno diritto a frequentare corsi o misure di formazione o riqualificazione
	Provvedimenti professionali (art. 8 cpv. 3 lett. b LAI)	

All'interno di un progetto²⁰ della Collaborazione interistituzionale (CII) sono state analizzate le sinergie tra le diverse leggi federali e i responsabili della loro attuazione. Attualmente, sono in corso dei lavori per definire meglio le interfacce nelle quali la ripartizione dei compiti non risulta chiara a causa di lacune o sovrapposizioni. È possibile consultare lo stato dei lavori sul sito della CII nazionale (www.iiz.ch).

¹⁹ Fonte: Feller, Ruth; Schwegler, Charlotte; Büchel, Karin; Bourdin, Clément (2022), Progetto CII: "Promozione delle competenze di base - interfacce e qualità". Rapporto all'attenzione dell'organo direttivo della CII e dei co-responsabili di progetto della Segreteria di Stato per la formazione, la ricerca e l'innovazione (SEFRI) e della Segreteria di Stato della migrazione (SEM), Lucerna/Losanna, pag. 19.

²⁰ "Promozione delle competenze di base – Interfacce e qualità"

9.5. Foglio informativo Rapporto

Foglio informativo Rapporto articolo 16 LFCo

Situazione iniziale e obiettivi

Secondo il [documento programmatico 2021–2024](#) (cap. 9) e il documento programmatico 2025–2028 (cap. 6) i Cantoni devono rilevare e comunicare annualmente dati e indicatori sulla loro offerta nel settore delle competenze di base²¹. A differenza di quanto avvenuto per i dati riguardanti i corsi e i partecipanti, nella raccolta dei dati finanziari non sono state riscontrate difficoltà.

Poiché raccolti in modi diversi tra i Cantoni e non appropriati a tutte le offerte, gli indicatori attuali non sono comparabili. Alle domande a livello politico (Confederazione/Parlamento) e al desiderio di alcuni Cantoni di potersi confrontare fra loro si può rispondere solo in misura limitata sulla base delle cifre disponibili.

Gli indicatori vengono raccolti principalmente per mostrare quali offerte sono promosse con le risorse finanziarie della LFCo.

A tal fine è necessario:

- trovare una definizione comune degli indicatori rilevati;
- rilevare i dati nello stesso periodo.

Condizioni quadro

Periodicità del rilevamento

Poiché i sussidi sono legati all'anno civile, la raccolta degli indicatori si riferisce al periodo compreso **tra il 1° gennaio e il 31 dicembre**.

I corsi non completati entro il 31 dicembre sono anch'essi inclusi nel rapporto insieme al numero di ore svolte entro tale data.

Varianti per la raccolta degli indicatori

Per la raccolta dei dati è possibile scegliere tra due varianti.

Variante 1

La **variante 1** riguarda i dati **che devono essere raccolti da tutti i Cantoni**.

- Numero di offerte e di ripetizioni nei vari ambiti di competenze di base
- Numero di partecipanti
- Numero di lezioni per partecipante
- Numero di donne e di uomini

Variante 2

La **variante 2** include gli indicatori della variante 1 e tre indicatori aggiuntivi. Per garantirne la comparabilità e la pertinenza, devono essere segnalati alla SEFRI **tutti** gli indicatori della variante 2. In caso contrario è obbligatorio scegliere la variante 1.

- Età
- Lingua madre
- Livello d'istruzione

²¹ Numero di offerte nei vari ambiti di competenze di base; numero di partecipanti; numero di ore; numero di lezioni per partecipante; età media dei partecipanti; quota di donne (in %); mezzi finanziari stanziati dal Cantone e dai Comuni; mezzi finanziari della Confederazione secondo la LFCo; quota di mezzi finanziari investiti per sostenere direttamente i partecipanti a misure formative.

Osservazioni e suggerimenti

In linea di massima i dati devono essere rilevati in maniera precisa. Qualora i Cantoni non fossero in grado di rilevare con precisione alcuni dati delle varianti 1 o 2, è possibile fare delle stime, che devono però essere indicate espressamente come tali nel rapporto. L'obiettivo è quello di ridurre progressivamente le stime con il passare del tempo.

Dati della variante 1

I dati devono essere raccolti secondo le seguenti definizioni.

Numero di offerte nei vari ambiti di competenze di base

Le offerte formative sono strutturate in base agli ambiti di competenze definiti nella legge (lettura e scrittura²², acquisizione della lingua²³, matematica, utilizzo delle TIC) e a un cosiddetto ambito “misto”. Le offerte che riguardano diversi ambiti ma che si concentrano maggiormente su uno solo dovrebbero essere assegnate a quest’ultima categoria.

Per ogni ambito vengono raccolti i seguenti dati.

Numero di offerte	Tutte le offerte pedagogiche nell’ambito delle competenze di base la cui durata può essere misurata. L’offerta è frequentata da più persone contemporaneamente. Indipendentemente dal numero di ripetizioni, l’offerta appare solo una volta nel rapporto annuale.
-------------------	---

Oltre alle offerte “classiche”, vengono presi in considerazione anche spazi di apprendimento e corsi in azienda.

Numero di spazi di apprendimento	Luoghi a bassa soglia per i quali i partecipanti solitamente non hanno l’obbligo di registrarsi. Per i partecipanti non è prevista una durata fissa del corso. Esempi: Lernstube, Caffè APPrendo e centri di formazione.
Numero di offerte negli spazi di apprendimento	Se vi sono diverse offerte all’interno di uno stesso spazio, occorre indicarne il numero. In caso contrario, il numero di offerte corrisponde al numero di spazi di apprendimento

A causa del formato specifico delle offerte degli spazi di apprendimento, non è sempre possibile rilevare tutti gli indicatori. Nel presente foglio informativo gli scostamenti dagli indicatori standard sono indicati in corsivo.

Numero di corsi in azienda	Queste offerte si svolgono sotto la responsabilità dell’azienda e sono accessibili solo ai dipendenti di determinate imprese, analogamente ai corsi sovvenzionati tramite il programma di promozione della SEFRI “Semplicemente meglio!... al lavoro”.
----------------------------	--

Numero di ripetizioni	Numero di volte (classi) in cui è ripetuta la stessa offerta. Esempio: il corso “Applicazioni sul cellulare” che dura 10 ore e viene organizzato tre volte all’anno, viene calcolato come 1 offerta e 3 ripetizioni. Se il corso viene frequentato da due gruppi contemporaneamente, vengono calcolate 1 offerta e 6 ripetizioni. Se il corso “Applicazioni sul cellulare” è realizzato dallo stesso operatore ma in due luoghi diversi, si tratta di un’unica offerta ripetuta due volte. Se i corsi hanno lo stesso titolo ma
-----------------------	---

²² L’offerta si rivolge alle persone che conoscono la lingua locale e hanno imparato a leggere e scrivere, ma che presentano delle lacune in questo campo.

²³ L’offerta serve all’acquisizione della lingua locale (orale e/o scritta) e si rivolge a persone di lingua straniera.

sono organizzati da due operatori diversi, si tratta di due offerte differenti.

Per le offerte degli spazi di apprendimento viene rilevato il numero di ore di apertura all'anno (p. es. 50 settimane di 2 ore = 100 ore).

Numero di partecipanti

Partecipante	Ogni persona che partecipa al corso, indipendentemente dalla presenza. Calcolo: numero di iscrizioni, dal quale vanno detratte le persone che non partecipano mai.
--------------	---

Per gli spazi di apprendimento viene rilevato il numero di partecipazioni, ovvero il numero di persone che frequentano lo spazio per giorno di apertura. In seguito, il numero di partecipanti di tutti i giorni di apertura viene sommato (numero di partecipazioni).

Numero di lezioni per partecipante²⁴

Una lezione dura 50 minuti. Per semplicità, una lezione può essere considerata come un'ora di studio²⁵ (compresa la pausa). Ciò significa che le lezioni non devono essere convertite in ore da 50 minuti.

Calcolo: somma delle ore di presenza moltiplicata per il numero di partecipanti.

Per le offerte degli spazi di apprendimento non viene rilevato il numero di ore per partecipante.

Numero di donne e di uomini

Deve essere indicato il numero degli uomini e delle donne presenti.

Dati della variante 2

Qualora venga scelta la variante 2, per ogni ambito devono essere raccolti i seguenti dati aggiuntivi.

Età

I partecipanti devono essere ripartiti nelle seguenti fasce d'età²⁶:

18–24 anni 25–34 anni 35–44 anni 45–54 anni 55–64 anni 65 anni e oltre

Lingua madre

Lingua locale come lingua madre La persona è di madrelingua tedesca, francese o italiana o ha frequentato la scuola dell'obbligo in una di queste lingue.

Persone di lingua straniera

La persona si è trasferita in una zona di lingua tedesca, francese o italiana dopo la scuola dell'obbligo (o in età corrispondente).

Non verranno svolti test, è sufficiente un'autodichiarazione del partecipante.

Livello d'istruzione

Nessun titolo La persona non possiede nessun titolo del livello secondario II o terziario (AFC, CFP o maturità). Il livello d'istruzione più alto da lei conseguito è la scuola dell'obbligo.

²⁴ Guida eduQua, <https://alice.ch/app/uploads/2022/11/eduqua-wegleitung-i.pdf>

²⁵ *Definizione di ora di studio (secondo la Conferenza SSS): 1 ora di studio = 1 ora di presenza (lezione) con pausa = 1 ora di studio autonomo con pausa.

²⁶ Fasce d'età secondo lo studio PIAAC

Titolo del livello secondario II	La persona è in possesso di un titolo del livello secondario II. I titoli ottenuti all'estero sono presi in considerazione.
Titolo del livello terziario	La persona è in possesso di un titolo del livello terziario. I titoli ottenuti all'estero sono presi in considerazione.

Implementazione

La maggior parte degli indicatori della variante 1 è già stata richiesta in precedenza. Pertanto, l'implementazione (o la correzione) dei dati dovrebbe essere attuabile in tempi relativamente brevi.

A partire dal rapporto 2022 gli indicatori della variante 1 devono essere raccolti secondo la definizione di cui sopra.

I Cantoni che optano per la variante 2 possono decidere autonomamente quando iniziare l'attuazione.

All'interno di un periodo ERI è possibile passare dalla variante 1 alla variante 2 e viceversa.

9.6. Link e documenti utili

In ordine alfabetico

[Collaborazione interistituzionale nazionale \(CII\)](#)

[Conferenza svizzera della formazione continua \(CSFC\)](#)

[Foglio informativo Reporting](#)

[Legge federale sulla formazione professionale LFPr \(RS 412.1\)](#)

[Legge federale sugli aiuti finanziari e le indennità LSu \(RS 616.1\)](#)

[Legge federale sugli stranieri e la loro integrazione LStrl \(RS 142.2\)](#)

[Legge federale sulla formazione continua LFCo \(RS 419.1\)](#)

[Ordinanza sulla formazione continua OFCo \(RS 419.11\)](#)

[Organizzazioni della formazione continua](#)

[Pagina del sito SEFRI dedicata alla promozione delle competenze di base degli adulti](#)

[Perizia sull'attuazione della legge sulla formazione continua – questioni scelte](#)

[Politica della SEFRI in materia di formazione continua](#)

[Pretirocinio d'integrazione \(PTI\)](#)

[Progetto della CII nazionale "Promozione delle competenze di base: interfacce e qualità"](#)

[Programma di promozione "Semplicemente meglio!... al lavoro!"](#)

[Rapporti dei Cantoni 2021](#)

[Rapporti dei Cantoni 2022](#)

[Ricerca sulla formazione continua](#)

["Semplicemente meglio!" \(privati\)](#)

["Semplicemente meglio!...al lavoro!"](#)

9.7. Modulo “Domanda per la stipula di un accordo di programma”

Domanda per la stipula di un accordo di programma

Programma cantonale per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti, periodo 2025–2028

Cantone/i ²⁷	
Servizio competente	
Indirizzo/casella postale	
NPA, località	
Referente Cognome Nome Funzione E-mail Telefono	
Firmatario dell'accordo Cognome Nome Servizio Funzione	
Firmatario dell'accordo (in caso di duplice firma) Cognome Nome Servizio Funzione	

Oggetto

Con la presente domanda, il Cantone chiede la stipula di un accordo di programma per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti nel periodo 2025–2028.

L'accordo di programma si basa sui principi, sugli obiettivi e sulle disposizioni del documento programmatico 2025–2028 “Acquisizione e mantenimento delle competenze di base degli adulti (art. 16 LFCO)” e dei suoi allegati.

Basi giuridiche

Basi giuridiche cantonali²⁸ del presente accordo di programma:

²⁷ In caso di collaborazione tra più Cantoni, i richiedenti devono presentare un documento comune.

²⁸ In caso di collaborazione tra più Cantoni occorre menzionare il titolo dell'accordo pertinente. L'accordo deve essere allegato alla domanda.

Termine di presentazione

Il modulo di domanda debitamente firmato e il programma cantonale devono essere presentati alla SEFRI **entro il 30 aprile 2024**.

Luogo/data:

Nome:

Firma:

La domanda deve essere inviata all'indirizzo weiterbildung@sbfi.admin.ch.

9.8. Formulario per il programma cantonale

Programma cantonale per la promozione dell'acquisizione e del mantenimento delle competenze di base degli adulti, periodo 2025–2028

Cantone
Data
Versione

Contesto cantonale e strategia

Breve descrizione del contesto cantonale

- *Realizzazione;*
- *attori cantonali coinvolti (operatori dei corsi, finanziatori, partner), compresa la pianificazione del coordinamento;*
- *particolarità cantonali.*

La descrizione del contesto cantonale deve permettere di capire perché le misure elencate al punto II sono rilevanti.

Descrizione della strategia per il periodo 2025–2028

- *Sfide da affrontare / lacune da colmare*
- *Priorità per il periodo in questione*

Misure e indicatori per il periodo 2025–2028

Il Cantone prevede per ogni obiettivo nazionale (cap. 3 del documento programmatico) almeno una misura.

Nella seguente tabella le misure adottate per contribuire al raggiungimento degli obiettivi definiti nel documento programmatico (cap. 3) vanno descritte con parole chiave o brevi frasi. Alla lettera b vanno invece descritte in dettaglio.

Occorre fornire le seguenti informazioni:

- obiettivo/i SMART: specifici, misurabili, adeguati, realistici e limitati nel tempo;
- fasi principali: descrizione delle fasi che portano al conseguimento dell'obiettivo, p. es. anni di reporting;
- ove possibile, viene definito un indicatore che consenta di verificare gli effetti della misura.

Riepilogo delle misure

Numero	Denominazione	Obiettivo/i SMART	Fasi principali	Indicatori per la valutazione	Obiettivo nazionale (domanda, offerta, coordinamento, monitoraggio) ²⁹

Misure intercantonali

Le misure intercantonali sono progetti nazionali coordinati dalla CSFC il cui contenuto è definito dall'assemblea plenaria della CSFC. Quando presentano i loro programmi, i Cantoni devono specificare se intendono partecipare alle misure intercantonali e con quale importo. In questo modo la CSFC potrà farsi un'idea del budget disponibile per la totalità delle misure durante il periodo ERI.

È previsto, in linea di massima, di partecipare alle misure cantonali?

- Sì (inserire un'apposita riga nel budget)
- No

Osservazioni:

²⁹ Possono essere indicati più obiettivi.

Descrizione delle misure

Breve descrizione delle misure elencate alla lettera a: specificare in particolare i gruppi target, i partner coinvolti e le fasi principali del periodo 2025–2028.

Budget

Il budget del programma cantonale per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti nonché la ripartizione dei mezzi finanziari tra le varie misure devono essere allegati al presente modulo. Il budget va compilato tramite il formulario Excel "Budget-costi".

Nel corso di un periodo i fondi preventivi possono essere trasferiti da una prestazione all'altra. La SEFRI deve esserne informata nell'ambito del rapporto annuale.

Il modulo "Domanda per la stipula di un accordo di programma" debitamente firmato e il programma cantonale vanno presentati alla SEFRI **entro il 30 aprile 2024**.

Luogo/data:

Nome:

Firma:

Il programma cantonale, insieme alla richiesta di stipula un accordo di programma, deve essere inviato a weiterbildung@sbfi.admin.ch.

9.9. Formulario per il rapporto annuale

Rapporto annuale

Acquisizione e mantenimento delle competenze di base degli adulti (art. 16 LFCo)

Per ogni accordo di programma va redatto un rapporto annuale. In caso di collaborazione tra più Cantoni il rapporto annuale va stilato congiuntamente.

Cantone/i	
Servizio competente	
Indirizzo / casella postale	
NPA, località	
Referente Cognome Nome Funzione	
E-mail	
Telefono	

Il rapporto annuale va presentato entro il 31 marzo dell'anno successivo a:

weiterbildung@sbfi.admin.ch

Allegati:

- Formulario Excel "Budget-costi"

Sito del Cantone sul tema delle competenze di base:

Rapporto annuale

Il rapporto concerne esclusivamente le misure, federali e cantonali, finanziate in base alla LFCo.

Le analisi basate sui dati forniti nell'ambito dei rapporti annuali vengono illustrate e discusse con i rappresentanti dei Cantoni, ad esempio nel quadro di scambi di esperienze.

1. Sintesi per il pubblico

Il seguente testo sarà pubblicato dalla SEFRI sul proprio sito sotto forma di rapporto annuale secondo l'articolo 16 LFCO. Si prega di riassumere i punti principali del programma cantonale nonché le attività e i risultati più importanti dello scorso anno.

For more information about the study, please contact Dr. John Smith at (555) 123-4567 or via email at john.smith@researchinstitute.org.

2. Attuazione delle misure

Si prega di copiare nella tabella le misure del programma cantonale e di illustrare nel campo "Descrizione" le attività svolte e i risultati conseguiti lo scorso anno.

Descrizione delle misure

I responsabili del progetto presentano un rapporto alla SEFRI.

Si prega di indicare quanto realizzato dal Cantone:

- Finanziamento o mancato finanziamento di misure intercantonal: se sì, quali?
 - Contributo eccezionale da parte del Cantone: p. es. partecipazione a gruppi di lavoro.
 - Eventuale coinvolgimento del Cantone nell'ulteriore realizzazione delle misure.

3. Informazioni quantitative³⁰

3.1 Variante 1

Categoria offerte Ambiti	Numero di offerte	Numero di ripetizioni	Numero di partecipanti	Numero di lezioni per partecipante	Numero di donne	Numero di uomini
Lettura e scrittura						
Acquisizione della lingua						
Matematica elementare						
Utilizzo delle TIC						
Offerte miste (fornire breve descrizione)						
Totale						

Categoria offerte degli spazi di apprendimento	Numero di spazi di apprendimento	Totale offerte di tutti gli spazi di apprendimento	Numero di partecipazioni	Numero di ore di apertura all'anno	Numero di donne	Numero di uomini
Offerte degli spazi di apprendimento (p. es. Lernstube/Caffè APPrendo)						

Categoria corsi aziendali	Numero di offerte	Numero di ripetizioni	Numero di partecipanti	Numero di lezioni per partecipante	Numero di donne	Numero di uomini
Corsi in azienda						

Osservazioni

--

³⁰ Le definizioni delle categorie e degli indicatori sono riportate nel “Foglio informativo Resoconto articolo 16 LFCo” del 17 novembre 2021.

3.2 Variante 2

4. Rapporto finanziario

Il rapporto finanziario deve essere redatto con l'aiuto del formulario "Budget-costi".

5. Ulteriori osservazioni e raccomandazioni

5.1 Osservazioni

5.2 Raccomandazioni

Avete proposte o domande all'attenzione della SEFRI (collaborazione, attuazione, rapporto, ecc.)?

Avete esempi di buone pratiche o di esperienze negative che vorreste condividere nell'ambito di uno scambio a livello nazionale? Se sì, quali?

Luogo, data: _____

Nome: _____

Firma: _____